

Afrique du Sud : la mobilisation des masses populaires noires : Tous en ont peur !

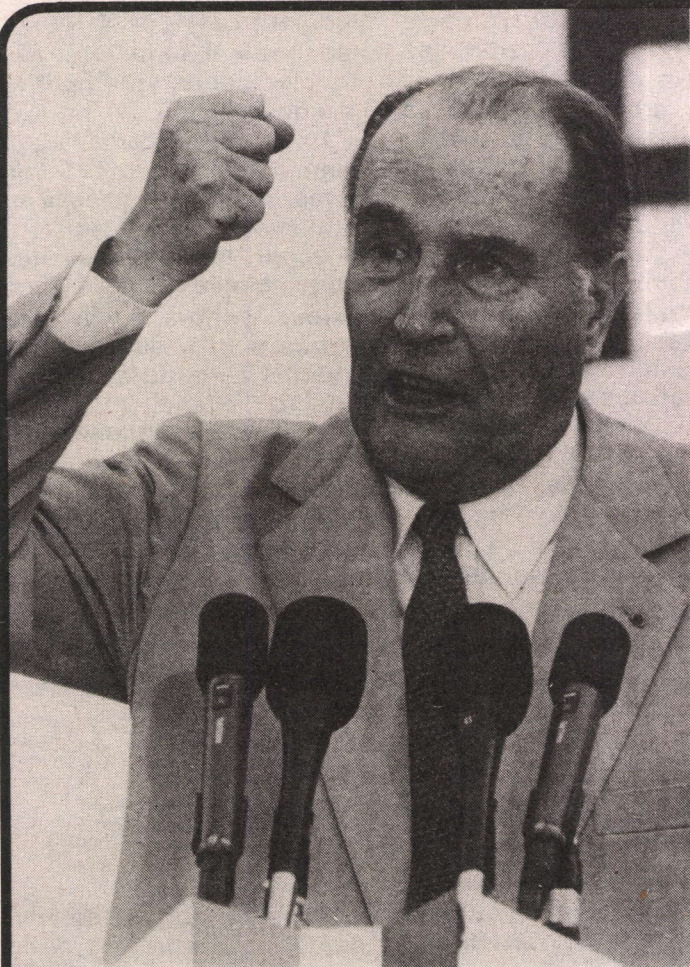
P. 8 et 9

Lutte ouvrière

CGT et CFDT :
les
bureaucraties
syndicales
préparent
leur
rentrée

P. 6 et 7

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 899 - 24 août 1985 - prix : 6 F



Mururoa, affaire Greenpeace

la bombe comme méthode de gouvernement

P. 3 et 5



sommaire

En France

Page 5 :

- De De Gaulle à Mitterrand : mini-force de frappe nucléaire mais super-mépris des peuples.
- Le Pacifique : les confetti radioactifs de l'impérialisme.
- Vert, bleu, blanc, rouge... on en voit de toutes les couleurs.

Page 6 :

- Renault-Flins.
- Renault-Billancourt.
- PC et CGT « à fond de train »... sans les travailleurs.

Page 7 :

- Maire appelle Etat et patrons au secours, il est fichu !
- Les ennemis de mes amis et les amis de mes ennemis...

Page 12 :

- En bref : certains achètent des chevaux, d'autres des canassons politiques ; Pas une question de goût mais de coût ; La chasse au trésor...

Dans le monde

Pages 8 et 9 :

- Afrique du Sud :
 - La mobilisation des masses populaires noires : tous en ont peur !
 - Organisations et leaders contre l'Apartheid.
 - La petite bourgeoisie nationaliste et la révolte des ghettos.

Page 10 :

- Indonésie : trois dirigeants communistes assassinés.
- Grande-Bretagne : après les mineurs, le gouvernement Thatcher s'attaque aux cheminots.

Page 11 :

- Famine en Afrique : les profiteurs sont un fléau plus grave que la sécheresse.
- Soudan : ceux qui spéculent sur la misère.
- Récolte record de blé... une catastrophe !

Page 13 :

- Pologne : les travailleurs polonais aussi paient la dette.
- Automobile américaine : patrons et syndicats toujours d'accord... pour imposer des concessions aux travailleurs.

Culture

Page 14 :

- Livre : *Saint-Just* de Bernard Vinot.
- Sélection télévision.

Page 15 :

- Film : *Pale rider* de et avec Clint Eastwood.
- Sélection cinéma.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

A la vôtre !

Une revue allemande de consommateurs a révélé que certaines huiles vendues en RFA contenaient du PCB, un produit qui se transforme en dioxine (rendue tristement célèbre par la catastrophe de Seveso) à haute température, et qui pourrait donc être présente dans les gaz d'échappement des voitures. Il paraît, qu'en France, la législation sur le recyclage des huiles est draconienne, mais elle ne serait pas très bien appliquée. Il y a donc des risques que certains gaz d'échappe-

ment ou des fumées de chaudières, qui brûlent de l'huile, rejettent un peu de dioxine dans l'atmosphère.

Et ne comptez pas sur un bon verre d'eau pour vous désintoxiquer. Vous avez toutes les chances d'avaler un peu de nitrate. Dans certaines régions, c'est même certain puisque Georgina Dufoix doit demander une dérogation à la Commission européenne pour continuer à alimenter certaines communes en eau dite « potable », mais qui contient pourtant davantage

que les 50 mg de nitrate par litre autorisés par la Commission de Bruxelles.

Depuis 5 ans, une directive européenne demande un traitement des eaux. Mais les services français de la santé n'ont pas trouvé les moyens d'équiper toutes les stations d'épuration.

Il est vrai que 100 mg de nitrate dans un litre d'eau, ça reste sans saveur même si ça peut provoquer de sérieuses affections intestinales.

Resterait le pinard... s'il n'était pas si frelaté.

Citroën

Puisqu'on vous dit que ça marche !

Citroën a sorti une nouvelle CX modèle 1986, mais une rupture de stock pour certaines pièces d'habillage a empêché qu'un grand nombre de voitures soit achevé.

De ce fait, plusieurs centaines, voire des milliers de voitures, ont été stationnées dans un parc à l'usine d'Aulnay-sous-bois dans la région parisienne, et certaines depuis le mois d'avril.

Inachevées et exposées aux intempéries, les voitures ont commencé à être attaquées par la rouille.

Pour remédier à cet état de choses, Citroën a installé à la va-vite un atelier impro-

visé de retouches aussi bien en électricité qu'en habillage. La direction de Citroën a fait venir des ouvriers de Citroën-Rennes et de Citroën-Reims et elle a embauché des étudiants et des intérimaires qui n'ont été que très parcimonieusement outillés.

Et Citroën a confié à ces ouvriers la tâche de rafistoler les voitures afin qu'aucun point de rouille n'apparaisse. Acheteurs potentiels, faites confiance à Citroën pour cela, tout a été prévu : entre les bas de caisse en plastique, les enjoliveurs de montant de porte, les cache-soudures (petites

pièces qui font le joint entre la portière et l'enjoliveur de montant de porte) et la moquette, il ne restera plus de place apparente pour la rouille.

En ce qui concerne l'équipement électrique des voitures, on procède aussi à du rafistolage. Il faut souvent changer les batteries les plus abîmées par le long séjour dehors, mais les autres sont laissées telles quelles. Jusqu'à quand tiendront-elles ? Quant aux faisceaux électriques, bon nombre sont déjà détériorés.

Mais puisque le moteur est en bon état !

Correspondant LO

Michelin

Ma combine au Canada

Michelin n'aime pas les syndicats, ni en France ni ailleurs. Lorsque le trust a voulu s'installer en Nouvelle-Ecosse, une province du Canada, il a négocié avec les autorités en obtenant des avantages particuliers notamment en limitant la possibilité d'implantation légale d'un syndicat : Michelin a trois usines en Nouvelle-Ecosse, il faut que le syndicat obtienne simultanément dans les trois établissements 40 % des signatures de la part du personnel, pour être officiellement reconnu et admis aux négociations.

Cette clause est considérée comme illégale par les syndicalistes, qui essaient de faire abroger ce que l'on appelle là-bas la « loi Michelin ». Partout, dans le monde capitaliste, les lois sont faites pour le patronat. Mais Michelin-Canada voudrait du sur-mesures !

Cela durera jusqu'à ce que les travailleurs renversent les patrons. Et pas en jouant au jeu de loi.

Cousu de fil blanc

La Commission nationale informatique et libertés a adressé un avertissement à la société de vêtements de luxe Burberry's pour avoir cédé son fichier au RPR : des clients se sont plaints de recevoir des lettres, dont les étiquettes-adresses étaient les mêmes que celles de Burberrys, pour leur demander de contribuer au financement du parti...

On serait curieux de connaître les sentiments de la concurrence : par exemple un petit commentaire du sieur Jean Bousquet, maire UDF de Nîmes et patron de Cacharel...

C'est fou ce que, dans ces périodes électorales, les marchands de vestes touchent de près aux politiciens !

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.
(1) Rayer les mentions inutiles

La bombe comme méthode de gouvernement

AVANT même les résultats de l'enquête de Bernard Tricot, la responsabilité des services secrets français, du ministère des Armées et de l'Élysée dans l'attentat qui a détruit le *Rainbow-Warrior* et tué un membre de son équipage, paraît évidente.

Bien sûr, on ne sait pas, et on ne saura peut-être jamais, qui a précisément donné les ordres, et quel était le contenu exact de ceux-ci. Il n'est pas impossible que les instructions ministérielles ou élyséennes aient été dépassées. Mais ce qui est certain, c'est que du côté de Hernu comme de celui de Mitterrand, on assume les faits et on couvre les exécutants.

Mitterrand a certes nommé un enquêteur officiel, en la personne de l'ancien secrétaire général de l'Élysée du temps de De Gaulle, un homme qui n'a pas de quoi affoler l'armée, et dont il y a tout lieu de penser qu'il sera aussi discret avec cette histoire de barbouzes qu'avec toutes celles qu'il a eu l'occasion de connaître dans cette fonction passée. Mais dans les directives qu'il vient d'adresser aux forces armées, Mitterrand n'a pas émis le moindre regret sur l'attentat dont a été victime le *Rainbow-Warrior*, sur le meurtre du photographe portugais. Il n'a pas interdit que de telles méthodes soient utilisées à l'avenir. Il a donné l'ordre à la marine nationale de s'opposer par la force à toute « intrusion étrangère » dans ce qu'il affirme être les eaux françaises du Pacifique.

Le temps des colonies a beau être fini, Mitterrand ne s'en est pas aperçu et continue à considérer Mururoa comme un coin de France ! Quant à la limite classique des eaux territoriales, elle est largement dépassée par la marine française en période d'essais nucléaires. Mais peu importe : qu'on sache, ce n'est pas dans les eaux territoriales françaises qu'a été dynamité le bateau de Greenpeace ! C'est dans un port néo-zélandais que les services secrets français ont fait sauter le bâtiment d'une organisation écologique faisant campagne contre les essais nucléaires français.

Et on a pu voir aussi, à la télévision, l'ancien

directeur de ces services secrets justifier une telle intervention, la considérer comme parfaitement normale, sans être aussitôt démenti.

En un sens, ce monsieur avait raison. Une telle opération était « normale », parce que faisant partie des choses qui se font couramment, parce qu'entrant dans le cadre de ce terrorisme auquel recourent tous les Etats, y compris ceux qui ont à leur tête un président qui se dit socialiste. La seule différence, cette fois-ci, c'est que les barbouzes de la DGSE ont été si maladroits qu'une partie de la vérité est apparue au grand jour.

Les gens qui nous gouvernent, qu'ils soient de droite ou de gauche, nous répètent sans cesse que la lutte politique doit se dérouler dans le respect des lois, et que la meilleure des armes, c'est le bulletin de vote. Ils n'ont pas de mots assez violents pour condamner les actions des Brigades Rouges, d'Action Directe, ou autre Bande à Baader. Mais, en réalité, les Brigades Rouges et les autres ne sont que de pâles imitateurs, en matière de terrorisme, des gouvernements, des appareils d'Etat, qui n'hésitent pas à piétiner leur propre légalité, à recourir aux pires moyens de gangster, si cela leur paraît utile pour défendre les intérêts des possédants. C'est l'Etat américain qui faisait assassiner des militants noirs dans les années 1960, et écraser les villes du Nord-Vietnam sous des bombes ; c'est l'Etat israélien qui multiplie depuis des années les opérations de « représailles » contre les peuples du Moyen-Orient. Les exemples ne manquent pas de ce terrorisme industriel et l'attentat contre le *Rainbow-Warrior* relève des mêmes méthodes.

Le terrorisme aveugle des Brigades Rouges et de leurs émules n'est certainement pas une arme pour les exploités, précisément parce que ces actions ne se distinguent pas des crapuleries commises par tous les Etats du monde. Mais nous, travailleurs, si nous voulons changer un jour ce monde pourri, nous devons savoir qu'aux terroristes qui nous gouvernent, il nous faudra opposer autre chose que des bulletins de vote : la force collective des opprimés.

Arlette LAGUILLER

La Nouvelle-Calédonie française est mal répartie

Ils étaient arrivés rayonnants, béats, candides. La télévision les a même montrés avec des colliers de fleurs autour du cou, à leur arrivée en Nouvelle-Calédonie. Il s'agissait de Léotard, Médecin, Chinaud, en tournée aux « Iles » très fréquentées, depuis quelque temps, par les hommes politiques.

Mais le voyage en Kanaky s'est mal terminé. L'indépendantisme, ça existe. Les députés furent copieusement « caillassés » (dans le patois et selon la coutume

de ce département français). Carrosserie et pare-brise des voitures furent sérieusement amochés. Et ils ont pleuré, crié « Maman » !

Ils auraient dû savoir, pourtant, que les routes des alentours de Thio ne sont pas la promenade des Anglais, que la Nouvelle-Calédonie ce n'est pas tout à fait la France. Ils auraient dû savoir aussi que les gendarmes se précipitent rarement au secours du premier venu et qu'ils n'allaient pas

risquer des « bleus » pour quelques députés, même de l'opposition.

Fallait suivre l'actualité politique. Fallait pas sécher les séances au Parlement. Fallait réaliser que Pisani n'est pas si bête et que s'il ne se risque pas chez les Indépendantistes canaques, c'est encore plus risqué pour trois mousquetaires de l'opposition.

Alors, le retrait fut sans gloire. Mais ils ont fait leur expérience. Jacques Médecin a témoigné : « Nous

avons eu la démonstration de ce qu'est la rébellion canaque dans ce pays. Avec nous, une quarantaine de Mélanésiens qui nous accompagnent et sont des fidèles de la France. Contre nous, sur la route, deux ou trois filles surexcitées par leurs hommes qui sont là et un garçon qui crie et n'a rien à proposer, et qui dit : « Partez, vous nous avez assez exploités » et refuse de nous écouter » (cité par *Le Figaro* du 22 août).

Léotard, Chinaud et

Médecin en tireront-ils profit ?

On peut mesurer, cela dit, le courage de la droite. Elle est bonne pour les flèches sanglantes au Parlement pour les guérillas de procédure, mais elle craint les égratignures sur le terrain. Et si quelques femmes canaques ont pu la faire reculer, que ne pourraient faire des travailleurs en colère, par centaines de milliers ?

Leçon qui vaut aussi pour les politiciens de gauche...

Le piège des nationalismes et des fanatismes religieux

Rarement le conflit libanais, qui dure depuis tant d'années, n'a sombré dans une telle confusion et de tels drames. Chaque faction, aujourd'hui, entre en lutte pour son compte. Chaque milice, chaque « seigneur de guerre » local est en conflit avec tous les autres, ou peu s'en faut.

La relance des affrontements a été déclenchée par des attentats. A Beyrouth-Ouest (secteur musulman), 29 morts et 100 blessés (officiellement) le lundi 19 août. Le lendemain, 45 morts et 128 blessés dans le quartier chrétien de Beyrouth, ainsi qu'à Tripoli, ville musulmane, attentat devant le domicile d'un dirigeant intégriste. Il y aurait eu entre 35 et 45 morts. A Tripoli d'ailleurs l'attentat était le cinquième de la semaine.

Tout le monde ou presque, au Liban, a accusé les Israéliens, les ennemis communs. Israël est peut-être bien responsable, on ne le saura sans doute jamais. Mais dans les faits, ces attentats ont servi de prétexte à une canonnade d'artillerie de plusieurs

jours entre les quartiers chrétiens et musulmans de Beyrouth et des villages avoisinants.

Mais pas seulement : des duels d'artillerie se sont également déroulés entre ce qui reste de l'armée libanaise et la milice druze du Parti Socialiste Progressiste de Walid Joumblatt. En même temps, les canons syriens bombardaient des positions de chrétiens maronites et, dans un autre secteur, des miliciens chiites d'Amal se battaient contre des Palestiniens. C'est chacun pour soi. Les alliés d'aujourd'hui seront les adversaires de demain, et réciproquement. L'absence de l'Etat réduit à un rôle dérisoire, l'impuissance de la Syrie à établir son ordre à elle, pour le moment du moins ; tout favorise l'empoignade générale, les massacres où chacun défend ou croit défendre sa coterie avec le plus profond mépris pour le peuple libanais, qui fournit les victimes.

Que les factions ou les partis soient musulmans ou chrétiens, mais réactionnaires ou prétendus progres-



Après l'explosion d'une voiture piégée le 19 août à Beyrouth-Ouest. (AFP)

sistes, libanais ou palestiniens, soutenus par tel ou tel pays étranger, une chose dont personne ne se soucie plus, c'est du sort des opprimés. Tous les riches, à vrai dire, ont quitté le Liban.

Evidemment, le petit Liban s'est retrouvé au centre d'un conflit qui le dépassait largement : le heurt des nationalismes, celui de l'Etat d'Israël contre les

Palestiniens, celui des Etats arabes contre les mêmes Palestiniens. Le nationalisme des dirigeants palestiniens aussi, auquel les masses populaires palestiniennes se sont laissées prendre, et qui leur a fermé, à elles comme aux masses populaires arabes, toute perspective d'émancipation sociale. Conflits largement attisés par l'impérialisme.

Et le vrai conflit, le conflit de classe entre les pauvres de toute cette région et ceux qui maintiennent contre eux leurs privilèges et maintiennent, surtout, la domination de l'impérialisme, est resté à l'état sous-jacent. Prisonniers du carcan des nationalismes et des fanatismes religieux, tous les pauvres sont les vaincus.

Et le Liban est comme une image, réduite, en surface, mais poussée à l'extrême dans l'horreur, de ce que les pièges tendus aux peuples peuvent les acculer à vivre.

Pourtant, si un jour les pauvres, les travailleurs, au lieu de se haïr et de s'entregorger, décidaient de s'unir dans cette région du monde, ni les seigneurs de la guerre, ni les Syriens, ni les Israéliens, ni les dirigeants du monde impérialiste que ces conflits servent, personne ne pourrait en venir à bout.

Puisque des pauvres se battent pour rien, ils pourraient se battre pour tout.

André VICTOR

Courroux à Kourou

Un mort : un légionnaire, et une quinzaine de blessés, c'est le bilan des violentes bagarres de la nuit du 16 au 17 août qui ont eu lieu à Kourou, en Guyane, à côté de la base spatiale française.

Une soixantaine de légionnaires du 3^e REI, qui croyaient (c'est du moins la version du ministère de la Défense) qu'un des leurs, déserteur, avait été assassiné dans la ville, ont attaqué les passants, saccagé les voitures en stationnement et ravagé deux restaurants. Après un moment de panique, les habitants se sont regroupés, furieux, et se sont armés de gourdins et de fusils. Et c'est à coups de feu qu'un légionnaire a trouvé la mort.

Hernu a parlé « d'affaire d'indiscipline grave » — c'est bien le moins qu'on puisse dire — et envoyé en Guyane deux généraux pour mener une enquête. Le préfet et le commissaire de la République ont promis que les coupables seraient mis à la disposition de la justice (civile ?) et que les victimes seraient indemnisées. Mais cela n'a pas calmé les Guyanais de Kourou qui ont constitué un « Comité pour jeter dehors la légion de la Guyane », on ne saurait être plus clair.

Déjà en 1979 en Corse, à Calvi, de violents incidents avaient eu lieu entre la population et la légion. Cette dernière se fait donc « jeter » de partout.

Mais les légionnaires, pour sauvage que soit leur réputation, ne sont pas les seuls, ni les principaux responsables. Qui les recrute, qui les dresse, qui en fait des brutes ? On ne les arrange pas ! Ce sont tout de même les dresseurs qui sont responsables. La hiérarchie militaire, bien sûr, mais pas seulement. Hernu et le pouvoir politique de gauche qui ont conservé cette formation militaire directement issue de l'armée coloniale et véritable garde prétorienne.

L'Humanité rappelle « qu'en 1979, le groupe communiste à l'Assemblée nationale a proposé la dissolution de la légion après les violents incidents de Calvi ». Fort bien, et en 1981 quand les communistes sont arrivés au gouvernement ?

En fait personne ne semble vouloir de la légion, ni en Corse, ni en Guyane, ni ailleurs, excepté les politiciens et les militaires qui nous gouvernent.

Parce que ça peut toujours servir, pour les plus sales boulots.

Stéphane HENIN

Pour être « démissionnée », il faut avoir fait quelque chose

Pas un mot sur Greenpeace, ni sur la DGSE au Conseil des ministres du 21 août. Un ange passait, probablement. On attendait la layette rose de Tricot.

Mais en descendant les marches du Palais, Huguette Bouchardeau a éclaté : « J'en suis sortie vivante. Hernu m'a épargnée », aurait-elle dit.

Tout le monde l'a épargnée, à vrai dire : la grande presse, ses collègues et même ses anciens amis de Greenpeace ! A moins que tout le monde l'ait oubliée.

Evidemment qu'elle n'y est

pour rien ! Evidemment qu'elle n'était au courant de rien. Les barbouzes de la DGSE ne l'auraient pas mise dans la confidence, ni les responsables du centre atomique de Mururoa, ni Mitterrand, ni Hernu, ni personne. On sait bien qu'elle n'est pas responsable, qu'elle fait seulement la potiche aux environs.

Et ce n'est pas seulement un problème de sexe. Il y a des Tricot masculins, inoffensifs et décoratifs. Et des femmes qui savent faire parler d'elles : les capitaine ou lieutenant de la DGSE.



... pénarde

(AFP)

Bongo hausse le ton, Roland Dumas s'exécute

Bongo, le dictateur du Gabon, s'est mis en colère contre le gouvernement de Mitterrand.

En effet, la semaine dernière, des opposants gabonais ont annoncé à Paris qu'ils créaient un gouvernement en exil. Aussitôt, le ministre de l'Intérieur gabonais protestait auprès du gouvernement français.

Cette colère de Bongo a été efficace puisque Roland Dumas s'est rendu d'urgence au Gabon, afin de rassurer Bongo. Il lui a assuré que le gouvernement allait surveiller les activités des Gabonais en France.

Car, droit d'asile ou pas, le gouvernement français considère que la dictature de Bongo doit rester intouchable. « Je me

suis félicité des initiatives prises par le président Bongo, qui reste en Afrique une personnalité importante », a déclaré Roland Dumas, à Libreville.

Les intérêts considérables des firmes multinationales françaises au Gabon valaient bien cet empressement du gouvernement socialiste envers un dictateur féroce.

De De Gaulle à Mitterrand

Mini-force de frappe nucléaire, mais super-mépris des peuples

Alors que toute la presse s'interrogeait, accusait d'un air plus ou moins amusé, construisant le roman d'espionnage de l'été, à propos de l'attentat du *Rainbow Warrior*, une voix s'est élevée, tranchante, menaçante, pour rappeler qu'il y avait des choses avec lesquelles on ne s'amuse pas. Cette voix, c'était celle de Mitterrand. Défense nationale, intérêt de l'Etat ne pouvaient être tournés en dérision plus longtemps, du moins tentait-il d'y mettre un frein en déclarant solennellement le dimanche 18 août :

« Je réitère l'ordre donné aux armées d'interdire, au besoin par la force, toute entrée non autorisée dans les eaux territoriales françaises et l'espace aérien français des atolls polynésiens du secteur de Mururoa et Fangataufa. »

Toute personne qui pénétrerait sur ce territoire de la République devra être immédiatement arrêtée et défermée à la justice.

Je rappelle que les essais nucléaires dans le Pacifique continueront autant qu'il sera jugé nécessaire pour la défense du pays par les autorités françaises et elles seules.

Affaire de barbouzes, alors ? Non, affaire d'Etat !

C'est que Mitterrand, président de la République et chef des armées, se sent avant tout le garant des intérêts militaires de l'impérialisme français et il sait pouvoir trouver sur la ques-

tion l'approbation de toute la classe politique. Ce qui n'a pas manqué.

Pour Mitterrand, comme pour ses prédécesseurs de droite, la Polynésie est et restera, à 18 000 km des côtes françaises, la poubelle nucléaire de l'état-major, comme elle n'a cessé de l'être depuis qu'en 1966 De Gaulle a dû renoncer à se servir du Sahara comme champ d'expérimentation.

Depuis vingt ans donc, ces explosions se multiplient. Combien au total ? Et quels dégâts ? Quels risques ? Quels dangers ? C'est top-secret.

On apprend de temps en temps, soit par les écologistes qui depuis 1971 font régulièrement des expéditions dans la région avec leur flottille, soit par les protestations des Etats voisins, que des explosions ont eu lieu. D'après une enquête publiée le 20 août par *Libération*, il y en aurait eu plus de cent depuis 1975.

Alors qu'il n'était encore que candidat à la présidence de la République, Mitterrand avait tenu à rassurer les écologistes et les habitants du Pacifique, en s'engageant à veiller sur la sécurité des opérations. Mais, après 1981, le gel des opérations nucléaires fut de courte durée. Dès le mois de novembre, les écologistes rendaient public un rapport émanant d'un laboratoire de Nouvelle-Zélande indiquant que la France avait procédé à un tir

nucléaire le 11 novembre à Mururoa. Peut-être même s'agissait-il d'une bombe à neutrons, ce que le gouvernement démentit vigoureusement. Mais, de toute façon, le programme d'expérimentation se poursuivait bel et bien, et même, à en croire l'enquête de *Libération*, à un rythme de plus en plus rapide.

Quant aux méthodes prônées par le discours de Mitterrand — et employées par ses services secrets —, elles ne diffèrent guère de celles dont usaient ses pré-

décesseurs. Avant lui, De Gaulle avait chargé Messmer de s'opposer avec l'aide des services secrets aux agissements des organisations antinucléaires dans le Pacifique. Et c'est sous Pompidou, en 1973, que l'actuel président de Greenpeace, Mc Taggart, fut blessé à l'œil dans un accrochage avec la marine nationale au cours d'une campagne contre les expérimentations nucléaires à Mururoa.

Mitterrand reprend à son compte une tradition ferme-

ment établie par ses prédécesseurs. Il s'affirme prêt à faire ce qu'il faut pour défendre les prérogatives de l'impérialisme français dans cette région du monde. Un impérialisme minable, tout juste capable de s'offrir une mini-force de frappe, mais bien décidé à faire — en temps de paix au moins — autant de dégâts que les vraies puissances nucléaires. Au mépris total des populations.

Patricia MULLAN

Le Pacifique

Les confetti radioactifs de l'impérialisme

Depuis la Deuxième Guerre mondiale, les grandes puissances se sont arrogé les îles de l'Océan Pacifique Sud comme zone d'expérimentation nucléaire.

Les Etats-Unis, d'abord, qui de 1946 à 1958, utilisèrent les atolls de Bikini et d'Eniwetok, dans les îles Marshall. Les 167 habitants des îles Bikini furent évacués, en mars 1946, dans l'île de Kili pour y retourner lorsque la radioactivité y fut moins importante.

La Grande-Bretagne fit exploser sa première bombe A en octobre 1952 sur l'île de Monte Bello au large de l'Australie et sa première bombe H dans les îles Christmas en 1957.

La France a commencé ses essais nucléaires à Mururoa en 1966 après avoir fait exploser sa première bombe atomique dans le Sahara algérien, la même année, et n'a cessé depuis.

Pour l'avenir, les USA ont d'ores et déjà choisi le Pacifique Sud comme champ d'essais pour leurs nouveaux missiles MX : deux trajectoires expérimentales ont été choisies qui aboutissent l'une en

Micronésie et l'autre dans la mer de Tasmanie entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Les Etats impérialistes mènent ainsi leurs expériences nucléaires et militaires loin de leurs côtes et ne s'embarrassent guère avec les populations autochtones qu'ils déplacent, ou qu'ils ne déplacent pas d'ailleurs, considérant que ces populations ne méritent pas plus d'égard. Et comme dirait Louis Mermaz, puisqu'on ne peut pas déplacer les paysans du plateau de Millevaches pour faire les essais nucléaires, faut bien les faire dans le Pacifique...

Cependant les Etats d'Australie, de Nouvelle-Zélande, de Papouasie-Nouvelle-Guinée et les pays de la côte ouest d'Amérique latine, le Pérou, l'Equateur, le Chili, tout bourgeois qu'ils soient, ne sont pas restés sans réactions. Les trois premiers, qui depuis 1973 ont vu leurs libertés de navigation, de survol ou d'exploitation des océans limitées par la France, ont demandé à la cour de La Haye cette même année d'interdire la poursuite des essais nucléaires français. Depuis, les Etats du Pacifique

ne désarment pas. Cette année, du 4 au 6 août, à l'occasion du Forum du Pacifique, des représentants de treize Etats dont l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Papouasie-Nouvelle-Guinée se sont réunis aux îles Cook pour signer un traité qui vise à « dénucléariser » la région. Ces Etats représentent 23 millions d'habitants dispersés sur 26 millions de kilomètres carrés.

Mais il faut croire que le sentiment antinucléaire est puissant aussi chez les populations de ces pays. En témoigne la Nouvelle-Zélande où aux élections de juillet 1984, 63 % des voix se sont portées sur des candidats antinucléaires. On comprend alors l'empressement du Premier ministre David Lange à confondre les espions français venus torpiller le bateau de Greenpeace dans les eaux néo-zélandaises. Les organisations écologistes semblent y être bien admises et Greenpeace bénéficie de l'appui du gouvernement de Nouvelle-Zélande. A Tahiti, les Verts réclament que les manifestants qui s'étaient opposés aux essais nucléaires français soient relaxés. P.M.

Vert, bleu, blanc, rouge... on en voit de toutes les couleurs

L'affaire du bateau de Greenpeace qui oppose les antinucléaires et les écologistes de ce mouvement au gouvernement de Mitterrand joue comme un révélateur : à croire que certains Verts ne sont plus verts mais bleu-blanc-rouge, ou verts « caca d'oie », apôtres des treillis de la défense nationale !

Il y a d'abord Brice Lalonde. S'il ne se désolidarise pas complètement de Greenpeace, bien qu'il considère que « la France n'a pas à rougir » de ses expériences à Mururoa, il voit avant tout dans cette lamentable affaire une atteinte à « l'honneur national » ! L'ancien candidat des Verts — rappelons tout de même que depuis les dernières européennes, il a déjà quelque peu blémi en passant aux côtés de Stasi — réclame donc la démission d'Hernu... pour sauver « l'honneur national », cela s'entend. Il aurait aussi pu demander celle d'Huguette Bouchardeau...

Quant aux écologistes de

SOS-Environnement, ils reprochent à Greenpeace de « s'acharner exclusivement sur le gouvernement français pendant que les superpuissances nucléaires comptent tranquillement les points ». A croire que les radiations nucléaires tricolores seraient moins nocives que les autres !

Dans les rangs des écologistes, même les pionniers de la première heure donnent l'exemple des retournements. Haroun Tazieff dénonçait jadis les risques probables d'engloutissement que les explosions nucléaires faisaient courir à l'atoll de Mururoa, et stigmatisait l'hypocrisie de ceux qui prétendent que les explosions nucléaires souterraines seraient sans danger. C'était avant 1981. Depuis, on a pu l'entendre affirmer, au retour d'une mission d'études que lui avait confiée Hernu, qu'« aucune radiation, aucune pollution, ne menacent les habitants de Mururoa et des environs après les essais nucléaires »... C'était en 1982.



De Gaulle à Mururoa en 1967.



De Pompidou à Mitterrand la même politique.



Mitterrand avec Guy Mollet lorsqu'il se disait antinucléaire, comme lors de sa première campagne présidentielle en 1965.

Un dossier du Canard Enchaîné sur la « force de frappe tranquille »

Comment les chefs d'Etat français, qu'ils soient de droite ou de gauche, se sont alignés sur la politique de dissuasion nucléaire française de De Gaulle. Tous ont suivi le même chemin même s'ils ne sont

pas partis du même point de départ. C'est entre autres ce qu'évoquent les *Dossiers du Canard* de septembre 1984 sur la force de frappe qui viennent d'être réédités... Un dossier à lire.

PC et CGT «à fond de train»... sans les travailleurs

L'Humanité continue à faire de gros titres sur la « haute vigilance » exercée par les militants du PC et de la CGT dans les entreprises, en particulier à Renault. « Vigilance » contre de prétendues tentatives de « casse » ou de « démantèlement » du patronat. « Vigilance » contre sa prétendue volonté de liquider le potentiel industriel national au profit de l'étranger.

La CGT veille donc. Déboulonne quelques voies pour empêcher des trains de partir. Escorte des camions pour contrôler leur destination.

Mais si la CGT et le PC veillent, ils veillent seuls. Ils s'en accommodent fort bien. Ils l'ont choisi, même, puisque les travailleurs sont en vacances.

A Billancourt, comme à Flins par exemple, les ateliers sont quasiment déserts. Les OS des chaînes sont en congés. Seuls des professionnels, en petit nombre, sont là, ou des ouvriers d'entreprises extérieures pour des travaux d'été.

La politique de la CGT et du PC est donc surtout à usage interne. Elle concerne ses cadres, ses permanents, ses « délégués ». C'est en quelque sorte l'inspection et

l'exercice des troupes pour la rentrée. La pré-mobilisation.

Cela dit, y aura-t-il, comme l'annonce la CGT, quelque chose à la rentrée ? La CGT veut-elle, et peut-elle déclencher des mouvements ? Et lesquels ? Qui concerneront ? Et pour quoi ?

En poussant ses militants, son appareil, à des actions de « commandos » — certes d'opérette — faites sans les travailleurs et sans même leur avis, la direction de la CGT ne prépare pas ses militants à tenir compte des travailleurs, pas davantage à la rentrée que maintenant. Il est probable qu'ils continueront sur la lancée, à agir en lieu et place de la classe ouvrière. Ça peut satisfaire certains. Ça peut faire illusion. La combativité de façade, ou de langage, peut rapporter quelques voix — et encore — au Parti Communiste pour les prochaines élections législatives.

Mais ce n'est pas une politique pour la classe ouvrière, ni pour les militants combattifs qui se préoccuperaient vraiment de son sort et de ses difficultés. Ce n'est pas une politique qui prépare à une riposte collective face au chômage, à la dégradation du niveau de vie. Là serait pourtant l'intérêt de tous les travailleurs.



« Qui c'est qui déménage ? »

Renault Flins

Nuit chaude à Billancourt

Soirée dansante au CE, neutralisation à Flins de la « filière espagnole »
Le PCF à la rencontre des travailleurs des entreprises menacées
annonce Gaston Plissonnier

Un titre de l'Huma du 19 août.

Le lundi 19 au matin, on était tous à se poser des questions sur ce qui s'était passé dans la nuit de vendredi à samedi. La radio et la télévision du week-end nous avaient appris que les travailleurs de Flins — nous-mêmes ! — aurions démonté des rails pour empêcher des wagons de partir. Certes, nous ne sommes plus que 2 000 à 2 500 sur quelque 20 000 au total. Mais nous n'étions pas au courant !

Et puis le mardi, un tract de la CGT nous apprenait que c'était pour notre bien que les militants CGT avaient effectivement démonté les rails. Pour notre bien qu'ils auraient empêché des wagons à destination de l'Espagne de quitter l'usine. Puéril, mais authentique ! Précisons que des wagons pour l'Espagne, il y en a souvent qui partent et... transportent des pièces détachées pour l'usine Renault espagnole. Et des déménagements de machines, il y en a souvent aussi, d'autant plus que la fabrication de la R 18 est arrêtée et sera remplacée par celle de la R 19. Ce qui suppose évidemment quelques réaménagements.

Les responsables de la CGT prétendent agir au nom des travailleurs. Si c'était vrai, ce devrait être aux travailleurs de décider ce qu'il y a à faire, et non pas à quelques têtes plus ou moins échauffées.

S'il y a action à mener, alors il faudrait en discuter.

Il y a plus de 2 000 travailleurs dans l'usine, et si on décidait d'empêcher des wagons de partir, alors on le ferait, avec les moyens qu'il faut et pas seulement en enlevant quelques boulons sur les rails.

Mais là, personne n'est au courant. Aucune discussion dans les ateliers. Aucune réunion où les travailleurs puissent juger de ce qu'il est nécessaire de faire ou pas. Rien ! Seulement un petit commando qui prétend agir en notre nom et pour notre bien !

La direction a décidé d'arrêter la R 18 à Flins. C'est annoncé depuis des mois, et début juillet, des installations, notamment des robots, ont déjà été démontées. Ça fait partie de la routine des patrons qui répartissent les fabrications pour s'adapter à la concurrence. Faudrait-il contester la redistribution des diverses activités, ou plutôt combattre l'exploitation ? A quoi cela servirait-il que Flins fabrique la Super 5 et la R 19 (comme le revendique la CGT) si, par ailleurs, les camarades de Sandouville étaient au chômage ? Et même nos camarades espagnols, serait-ce notre intérêt qu'ils soient licenciés ? Nous ne mettons pas les frontières là où les mettent les bourgeois, nos exploités communs.

Alors notre force, c'est de ne pas accepter la division. Si les patrons veulent faire la R 19 ici ou là, tenons nous les coudes avec les

ouvriers de là-bas pour lutter contre les patrons. Ensemble, nous serons plus forts.

Mais la politique à courte vue qui consiste à dire « tout pour nous et rien pour les autres », c'est répondre à l'incurie patronale par une autre incurie, tout aussi stupide. Et on se retrouve ainsi avec une demi-douzaine de gaillards déboulonnant des rails dans l'indifférence générale des travailleurs qu'ils prétendent défendre.

Ça, c'est bon pour les communiqués aux journaux ou les articles de L'Humanité. Mais ça n'est pas bon pour les travailleurs.

Correspondant LO

Renault Billancourt

Depuis la mi-juillet, les dirigeants du PCF et de la CGT ont mis l'entreprise sous « haute surveillance ».

La nuit, le jour, durant les week-ends, les militants, à pied, en vélo et en voiture, effectuent des rondes autour de l'entreprise et à l'intérieur au cas où la

direction embarquerait du matériel ou des machines, en douce vers l'étranger.

Les dirigeants de la CGT estimaient que la période la plus dangereuse était celle du long week-end du 15 août puisque la direction avait décrété le pont pour tout le personnel présent dans l'entreprise. Dans les tracts et dans chaque conversation, des dirigeants martelaient cette idée qu'un sale coup aurait lieu. Par conséquent durant ces quatre jours, les militants étaient particulièrement sollicités pour la surveillance de l'entreprise, et pour la fête.

Vendredi 16 août, une soirée cabaret ; lundi 19 août : fête champêtre, et diverses activités les deux autres jours sur le terrain de loisirs appartenant au CE Renault à Mennecey.

La CGT titrait ainsi dans un tract, le lundi 19 août : « La mobilisation et la mise sous surveillance alliant la fête et la lutte mettent en échec les casseurs ! ». Elle parlait du « pont de l'anticasse », « plus de 2 000 salariés et leurs familles ont ainsi pu à la fois se divertir autour des activités proposées »... C'était plus qu'une surestimation. La fête champêtre au club des jeunes, du 18 août, a regroupé une centaine de personnes.

Durant la nuit du vendredi 16 au samedi 17 août, des militants de Billancourt

sont allés à Flins afin de bloquer un train transportant, selon la CGT, des robots de R 18 destinés à l'Espagne. Ils ont déboulonné les voies.

Autre volet de l'action de la CGT : le lundi 19 août, au Département 59, la CGT s'opposait à l'enlèvement d'une machine qui devait être réparée en Italie, estimant n'avoir pas reçu de l'encadrement des garanties suffisantes, la maîtrise s'étant engagée oralement mais non par écrit. L'encadrement, devant cette protestation, a renoncé jusqu'à présent au départ de cette machine.

Durant le week-end du 15 août, comme depuis le début de l'action « haute surveillance », ce sont les permanents, les militants et les sympathisants CGT les plus décidés qui participent à toutes les tâches. Certains d'entre eux ont renoncé à leur week-end et ont programmé leurs vacances en fonction de ces actions.

Les travailleurs, quant à eux, ne participent pas. L'écrasante majorité est en vacances. Les quelques-uns qui sont là ne sont pas sollicités par les militants CGT qui préfèrent rester entre eux. Cependant, on sent parmi ceux qui sont présents à l'entreprise durant ce mois d'août (très peu, essentiellement des professionnels) une certaine attention, voire une nette approbation des initiatives prises par la CGT. Ce qui n'est pas nouveau puisque c'est sur cette catégorie de travailleurs que la CGT s'appuie depuis qu'elle a repris un cours combatif.

Correspondant LO

Maire appelle Etat et patrons au secours, il est fichu !

« Aujourd'hui, les salariés font confiance aux syndicats, ils votent pour eux dans les élections professionnelles, mais ils adhèrent moins souvent qu'hier. Cette évolution pose un problème de société ».

L'auteur de ce constat, monument d'hypocrisie et de servilité, c'est Edmond Maire, le secrétaire général de la CFDT, dans un article pleurnichard publié par *Le Monde* daté du 20 août et adressé non aux travailleurs, mais aux politiciens et au patronat.

« Les salariés font confiance aux syndicats »... Il faut beaucoup d'aplomb pour déduire cela des élections professionnelles : les syndicats ont justement le monopole de la présentation des candidats dans les élections professionnelles, et les travailleurs n'ont d'autre choix que de voter pour eux, ou de s'abstenir ! Et, justement, le taux d'abstention devient de plus en plus élevé dans les entreprises !

Maire s'adresse au patronat

Mais le propos de Maire n'est pas de s'interroger vraiment sur la baisse d'influence du syndicalisme et des conséquences que doivent en tirer les militants de la classe ouvrière. Il s'adresse aux patrons pour défendre non les travailleurs, mais lui-même et les siens, c'est-à-dire les bureaucraties syndicales. Plaidoyer éloquent, d'ailleurs, qui, s'il n'a pas le mérite de la nouveauté dans la bouche d'Edmond Maire, a de quoi écœurer plus d'un militant syndicaliste, de la CFDT ou d'ailleurs. Car ce que dit Maire aux patrons, c'est, en substance, qu'un syndicalisme affaibli, c'est dangereux pour eux : « Et puis, à ceux qui, dans le patronat, se laissent porter par la vague d'antisindicalisme ou, plus subtilement, prônent l'émiettement des syndicats et veulent, en modifiant la loi, faire prospérer des syndicats-maison bien dociles, il faut crier casse-cou ». Pourquoi ? « Le syndicalisme, par ses valeurs permanentes et sa démarche expérimentale, concourt fortement à l'équilibre social et à son renouvellement par des moyens démocratiques. C'est encore plus vrai en temps de crise »...

Il y a belle lurette que le syndicalisme est, dans les grands pays capitalistes, une institution dont le rôle est précisément d'atténuer, de canaliser, puis d'escamoter, voire de briser, les

affrontements entre les classes pour le plus grand profit de l'ordre bourgeois. Des grands mouvements sociaux qui ont eu lieu en France depuis 1936, les appareils syndicaux n'en n'ont déclenché aucun, mais ils les ont tous arrêtés, d'une façon ou d'une autre. Ce rôle lui est reconnu aussi bien par le patronat le plus intelligent et le plus politique que par les Etats. Une reconnaissance qui dépasse d'ailleurs la simple reconnaissance morale puisque, dans tous ces pays, les syndicats vivent plus des avantages distribués sous des formes diverses par le patronat ou l'appareil d'Etat que des cotisations salariales : places de gestionnaires, d'administrateurs, de négociateurs, fonds mis à la disposition directe ou indirecte des appareils syndicaux et qui en font, dans certains pays, de véritables institutions financières. Les choses se sont renforcées en France, de ce point de vue, après la grande grève de 1968.

Que signifie « réfléchir à de nouvelles formes de syndicalisation » ?

Tout cela n'est pas vraiment nouveau, mais Maire éprouve le besoin de refaire l'article aux patrons : « Le syndicat réduit l'insatisfaction et le freinage de la production, l'absentéisme et le turn-over (entendez les démissions). Il est facteur de progrès de la qualité et de la productivité ». On a l'impression de lire les luxueuses feuilles de choux éditées par les directions dans les grandes entreprises, ou un mauvais manuel d'instruction civique ! Mais quand un dirigeant comme Maire se donne la peine d'écrire des choses aussi insipides, c'est qu'il a une idée derrière la tête. Idée que, logiquement, on trouve à la fin de son article : « Si l'on veut que le syndicalisme continue à jouer tout son rôle pour les salariés et pour l'approfondissement de la démocratie, il est important de réfléchir à de nouvelles formes de syndicalisation et de financement de l'action syndicale ».

Qu'est-ce à dire ? Il n'y a pas trente-six formes de syndicalisation ; il n'y en a que deux : la syndicalisation volontaire et la syndicalisation obligatoire. Jusqu'à présent, en France, l'adhésion au syndicat est libre : en entrant dans une entreprise, chaque travailleur est libre de rejoindre le syndicat de son choix, ou de ne pas se syndiquer du tout. « Réfléchir », cela ne



peut que vouloir dire que Maire lorgne du côté de l'autre solution, telle qu'elle se pratique, y compris dans des pays démocratiques, comme l'Allemagne de l'Ouest, ou aux Etats-Unis, au moins dans certaines branches. Ce serait, en effet, une solution aux problèmes financiers des syndicats qui pourraient se voir verser les cotisations des adhérents directement par le patron, comme cela se pratique déjà dans d'autres pays ! Ce n'est pas un procès d'intention : que peut vouloir dire d'autre la formulation intentionnellement sibylline de Maire ?

Quelles perspectives pour le syndicalisme ?

C'est vrai que le syndicalisme est, sinon en crise, du moins en sérieuse perte de vitesse. Mais la raison en est justement dans la crise avec, aujourd'hui, un rapport de forces nettement plus favorable au patronat qu'aux travailleurs. Les patrons n'ont rien à accorder aux travailleurs, n'ont aucune raison de rien accorder aux travailleurs au petit jeu des débrayages-négociations-accords dont les syndicats se sont faits les champions depuis des dizaines d'années. Le syndicalisme en pâtit, et Maire crie « casse-cou », surtout « en période de crise ».

A cela se surajoute la démoralisation politique de la classe ouvrière, l'écœurement de sa fraction la plus combative, mais aussi la plus pleine d'illusions démocratiques devant la politique d'un gouvernement auquel ses grands partis — Parti Communiste et Parti Socialiste — et ses grandes confédérations syndicales — CGT et CFDT — ont porté ou portent encore leur appui. Et la CFDT est vraiment de celles-là, même si Maire, aujourd'hui, à quelques

mois des élections de 1986, a la prudence d'être obséquieux à l'égard de la gauche « rassembleuse et moderniste » comme de la droite « démocratique et intelligente ».

Car la crainte de Maire, c'est que des mouvements éclatent qui échappent à la direction des bureaucraties syndicales devenues moins crédibles. Aidez-nous à être plus crédibles aux yeux des travailleurs, crie Maire aux patrons. Et les militants ouvriers peuvent juger eux-mêmes des seules perspectives du dirigeant de la deuxième centrale ouvrière en France : attendre des seuls patrons et de l'Etat un renforcement des organisations ouvrières !

Oui, nous sommes en temps de crise. Les années de relative paix sociale sont bien derrière nous. Et si les

dirigeants syndicaux avaient pu faire illusion, cette période est finie : le patronat a déclaré la guerre au niveau de vie des travailleurs, et il faut d'autres dirigeants au mouvement ouvrier. Des dirigeants qui émergeront des luttes sociales et non des coulisses d'appareils rodés aux conversations autour du tapis vert. Le syndicalisme comme le présente avec cynisme un Edmond Maire — « On peut très bien se syndicaliser, dit-il, simplement pour arriver à faire garder ses enfants le mercredi ou pour se rencontrer entre jeunes » ! — n'offre aucune perspective pour les travailleurs. Et le relatif affaiblissement des appareils syndicaux, s'il n'est pas un bien en soi, peut permettre aux militants ouvriers de se préparer à se passer des Edmond Maire et ses semblables des autres syndicats, en comptant, à l'inverse d'eux, sur les seuls travailleurs et sur leurs capacités, une fois en lutte, de s'organiser et de trouver en leurs rangs de nouveaux leaders

Dans la période qui vient, le syndicalisme n'aura de perspectives que politiques. Non pas au sens où l'entendaient les actuels dirigeants syndicaux, c'est-à-dire en se liant à de grands partis politiques ; mais en posant clairement la place de la classe ouvrière dans la société ; et en faisant que ses combats la placent à la tête de tous les opprimés pour débarrasser le monde du capitalisme.

Jean-Jacques FRANQUIER

Les ennemis de mes amis et les amis de mes ennemis...

Les élections législatives approchant, la course aux bonnes places est ouverte et ça grenouille sec dans les partis politiques. A Nîmes, le rapprochement entre l'ex-socialiste Gilbert Baumet, président du Conseil général du Gard, et le RPR continue à faire des vagues. Le maire de Nîmes, Jean Bousquet, proche de l'UDF, n'a pas du tout apprécié qu'il puisse être question qu'on lui préfère un transfuge du PS pour conduire la liste de droite aux prochaines élections. Et les règlements de comptes ont commencé.

Trois des adjoints gaullistes, accusés par le maire de Nîmes d'avoir comploté avec Baumet, étaient priés de remettre leur délégation

à la mairie. Le 14 août, le RPR ripostait en excluant trois membres du parti chiracien qui s'étaient montrés un peu trop proches du maire. Et le 19, 8 adjoints ou conseillers municipaux du RPR démissionnaient de leurs responsabilités à la mairie.

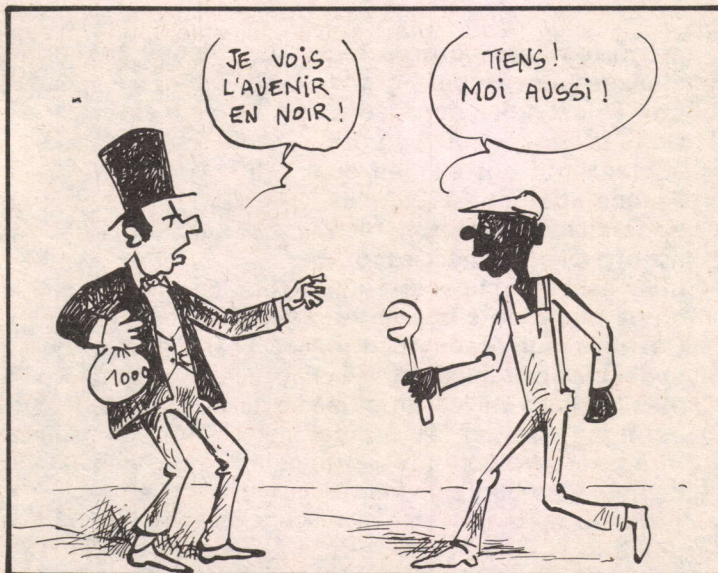
Pour l'instant, on en est là. Chacun compte ses points et ses soutiens en vue de la composition des listes pour les législatives dans le Gard. Chacun compte ses bleus aussi. Et le problème pour les politiciens de droite va être de choisir le bon cheval. Liste RPR officielle ? Liste Bousquet ?

Remontée en tête du PS « dissident » ? Quel suspense !

Les gouvernements occidentaux, français, britannique et même américain, ont manifesté leur déception à la suite du discours du chef du gouvernement de Prétoria. Ils auraient aimé au moins voir celui-ci annoncer quelques aménagements à l'ignoble régime d'Apartheid, dans l'espoir (il est vrai faible) que cela calmerait un peu la révolte qui gronde dans les ghettos. Et cette inquiétude est partagée par les milieux des gros capitalistes qui investissent en Afrique du Sud, qu'ils soient européens, américains, japonais ou sud-africains, et qui depuis longtemps déjà sont partisans de l'abolition du régime d'Apartheid.

Et si les gouvernements occidentaux se gardent bien d'exercer vis-à-vis de Prétoria même les légères pressions économiques qu'ils ont évoquées, on commence déjà à voir certaines banques retirer d'Afrique du Sud quelques capitaux. Car si les premiers auraient bien trop peur d'aggraver encore les difficultés de leur allié de Prétoria, les seconds, eux, responsables seulement de leurs intérêts individuels, n'ont pas cette élégance vis-à-vis du gouvernement qui, jusque-là, préservait leurs intérêts.

« Aucune banque ne veut être la dernière à quitter le pays », titrait à ce sujet le journal économique *Business-week* du 26 août en commentant un début de désengagement de la Barclay's Bank, deux semaines après une décision de la Chase Manhattan Bank de refuser des prêts en Afrique du Sud.



Car l'Afrique du Sud est aujourd'hui une poudrière. La mobilisation des masses noires y est telle que la répression ne suffit plus à l'enrayer. Chaque mort tué par la police de

Prétoria fait descendre à nouveau des milliers d'hommes dans la rue. Et rien ne dit qu'aucune concession, aucun aménagement du régime ne puissent suffire à l'enrayer non

plus. C'est même au contraire un geste du gouvernement Botha accordant il y a quelques mois un peu trop de représentations aux communautés indiennes et métis, dans l'espoir de s'en faire des alliés, qui fut à l'origine des mouvements que l'on connaît aujourd'hui.

Et le régime de Prétoria n'a pas seulement en face de lui une bourgeoisie noire avec laquelle il pourrait chercher à composer. L'Afrique du Sud est le seul pays d'Afrique qui possède une industrie moderne, riche, et donc une classe ouvrière noire nombreuse.

Ce sont ses grèves, la révolte de ses ghettos qui ont ponctué depuis plusieurs années la vie de l'Afrique du sud, même si pour l'instant cette classe ouvrière semble être dirigée politiquement par les mouve-

La petite bourgeoisie noire nationaliste et la révolte des ghettos.

L'ampleur de la révolte aujourd'hui en Afrique du Sud montre que le régime d'Apartheid, institué à partir de 1948 pour juguler les populations noires, est désormais condamné. Mais son renversement demandera encore combien de sacrifices à la population noire ? Et quel régime en prendra la place ? Un compromis à la rhodésienne entre bourgeoisies noire et blanche ? Une dictature noire sur le dos de la population pauvre, comme les autres pays d'Afrique ne peuvent y échapper ? Ou la victoire, la vraie, des opprimés d'Afrique du Sud, une révolution profonde, prolétarienne, qui pourrait bouleverser tout le continent, et bien au-delà ? Un rêve que cette révolution ? Oui et non. La mobilisation des masses noires, leur combativité la rend palpable. Mais la politique offerte aujourd'hui aux masses révoltées n'en ouvre pas la voie.

Face à une police et une armée sud-africaines qui ne se sont jamais gênées pour tirer dans la foule (même si aujourd'hui, devant l'ampleur de la révolte, elles se montrent plus prudentes), face à une minorité de petits blancs qui se sont tous eux-mêmes surarmés tant ils ont peur de leurs propres domestiques, de leurs propres ouvriers agricoles, ou des habitants du ghetto voisin, les Noirs auront besoin de se défendre par les armes.

Même les mouvements, qui jusque-là se réclamaient exclusivement de la non-violence, parlent de lutte armée et ont commencé à créer leurs propres troupes. C'est le cas, entre autres de l'ANC (l'African National Congress), le plus ancien et probablement encore le plus influent des mouvements nationalistes noirs sud-africains.

Mais armer les masses opprimées pour qu'elles puissent se défendre elles-mêmes n'est évidemment pas la même chose qu'entraîner à l'exté-

rieur, dans des camps spécialisés, une force qui soit sous le seul contrôle des dirigeants de l'organisation. De petits groupes armés peuvent mener d'un côté avec l'appareil d'Etat leur petite guerre de harcèlement, pendant que, de l'autre côté, les masses continueront à rester les mains nues face aux forces de répression.

Quant à l'objectif des actions de ses groupes armés, l'ANC explique elle-même qu'il est de rendre finalement toute ville noire ingouvernable, voire le pays lui-même ingouvernable. C'est peut-être un moyen d'amener les Blancs à ne plus pouvoir gouverner l'Afrique du Sud sans l'ANC, et de les obliger à partager le pouvoir. Mais ce n'est pas du tout la même chose que d'organiser les opprimés pour leur permettre de gouverner eux-mêmes.

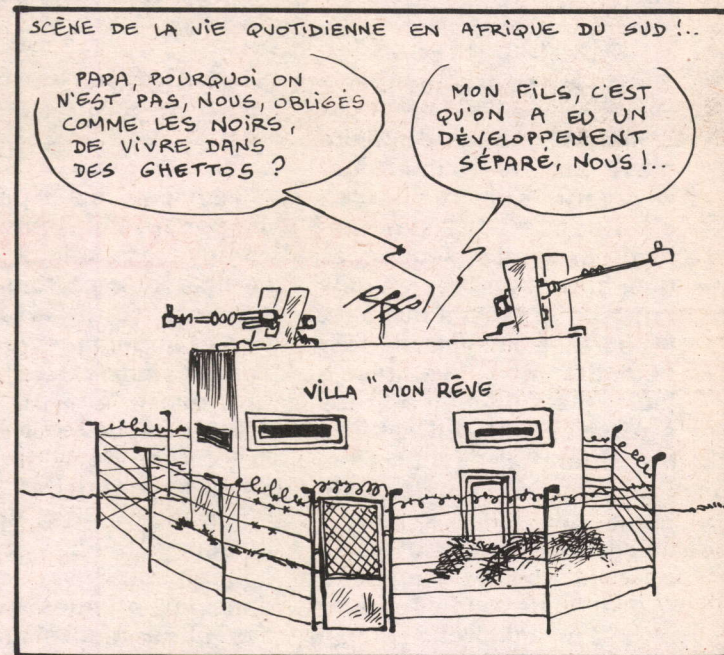
Car si l'ANC, qui était au départ un mouvement non-violent, a changé de style, il n'a pas changé pour autant d'objectif : représentant de la petite bourgeoisie noire, et même d'une bourgeoisie noire d'affaires extrêmement minoritaire mais parfois assez aisée. L'ANC, depuis sa création, a pour but de permettre à cette bourgeoisie de partager le pouvoir avec la bourgeoisie blanche et éventuellement aussi la bourgeoisie commerçante indienne ou métisse. Et la collaboration avec la bourgeoisie blanche libérale opposée à l'Apartheid a donc toujours été l'un des aspects de la politique de l'ANC. Elle se traduit concrètement aujourd'hui par l'alliance, au sein du Front Démocratique Uni qu'il a créé, de l'ANC avec le parti des grands industriels blancs d'Afrique du Sud : le Parti Fédéral Progressiste, dont le plus connu des membres et principal bailleur de fonds est Harry Oppenheimer (P-DG du plus gros trust minier du pays, l'une des plus grosses sociétés minières mondiales qui contrôle notamment plus de 50 %

de la production mondiale du diamant).

C'est cette collaboration avec les Blancs que reprochent à l'ANC ses concurrents directs, le PAC (Pan-african Congress) et l'APAZO (Organisation du peuple azanien). Représentant tous deux la petite bourgeoisie noire, ce n'est que sur le terrain du nationalisme qu'ils ont cherché à surprendre sur l'ANC. Or ce n'est justement pas le fait de rejeter a priori dans l'autre camp tous les Blancs sous le seul prétexte qu'ils sont blancs, qui armera mieux les masses noires opprimées. Bien au contraire.

Certes les Noirs ont à affronter la police et l'armée du régime raciste de Prétoria. Ils auront probablement à affronter aussi les armes d'une partie de ces petits blancs civils qui, moins fortunés qu'un Oppenheimer, voient dans le maintien de l'Apartheid le seul rempart à leurs privilèges de colons, ou leur seule protection contre la concurrence de la main d'œuvre noire. « La vie d'un Blanc est marquée par la guerre possible », souligne à ce propos le journal *Jeune Afrique* du 7 août dernier. « Près d'un million de civils (pratiquement chaque foyer) possède une arme à feu. Des cours de tir sont organisés dans les écoles. »

Mais laisser aux petits blancs le seul choix entre la valise ou le cercueil est la meilleure façon de les regrouper tous derrière le régime d'Apartheid, de risquer d'avoir vraiment en face ce million de fusils. D'autant plus qu'à la différence des Pieds-Noirs d'Algérie, les Blancs d'Afrique du Sud n'ont plus aucun pays où porter leurs valises. Il n'est pas sûr, par contre, que ceux qui soutiennent aujourd'hui l'Apartheid, parce que c'est une armée et une police spécialisées qui affrontent la colère des Noirs, risqueraient eux-mêmes leur vie s'il ne s'agis-



sait de garder que leurs bancs « white only » (Blanc seulement), leurs bus « white only » ou même leur quartiers monocolores. Les petits blancs ne sont peut-être pas nombreux à vouloir en découdre jusqu'au bout et les y acculer n'est probablement pas l'intérêt des masses noires elles-mêmes.

Ce que l'on peut reprocher à l'ANC, ce n'est pas en soi de s'adresser aux Blancs, mais de s'allier à ceux des Blancs qui sont les pires des exploiters du pays. Certes les grands patrons sud-africains, comme les sociétés multinationales qui ont investi dans le pays, sont contre l'Apartheid : ils y voient une entrave à la libre circulation de la main d'œuvre, et reprochent au système de ne pas pouvoir introduire dans un certain nombre d'emplois actuellement réservés aux ouvriers blancs une main d'œuvre noire qu'ils payent beaucoup moins. En définitive le multi-racisme de l'ANC ne lui donne pas plus les moyens de

tenter de créer une faille au sein même du monde des petits blancs que l'africanisme de ses concurrents.

Enfin seule une politique, qui mettrait en avant les objectifs sociaux des couches les plus opprimées de la population sud-africaine, ne les laisserait pas, au nom de l'unité contre l'Apartheid, à la traîne des minorités de notables de couleur, pourrait éloigner le danger de voir le régime raciste de Prétoria réussir à détourner en partie la colère des masses en affrontements fratricides : des Noirs des bantoustans contre ceux des ghettos des villes, moins pauvres qu'eux, des Noirs des ghettos contre les Indiens dont les commerces peuvent paraître plus aisés... Un danger que reflètent les événements de la quinzaine dernière au Natal, avec le raid contre un rassemblement noir de milices du chef du Zululand (le bantoustan des Zoulous) ou les affrontements entre Indiens et Noirs dans les rues de Durban.

O.B.

populaires noires : ONT PEUR !

ments nationalistes de la petite-bourgeoisie noire.

Mais c'est cette classe ouvrière qui leur fait peur à tous. Aux gouvernements occidentaux bien sûr, de Reagan à Mitterrand, en passant par Thatcher et Shimon Peres, aux leaders bourgeois africains aussi, d'un Desmond Tutu à un Abou Diouf. C'est cette peur de la révolte des masses pauvres des ghettos urbains qui

a fait s'exclamer, « *sauf miracle ou une intervention décisive de la communauté internationale, nous sommes perdus* », le pasteur sud-africain a qui l'on a donné le prix Nobel de la paix parce qu'il était le symbole de cette bourgeoisie noire prête à pactiser avec le capital blanc pour contenir la révolte. Et c'est la même peur qui a poussé l'actuel président de l'OUA à lancer, lui aussi, au lendemain

du discours de Botha, un appel au secours aux gouvernements occidentaux afin de « *ramener les tenants de l'Apartheid à la raison* ». Dans une interview au journal *Le Matin* du 19 août, il s'expliquait en déclarant que pour lui « *l'Apartheid est le plus grand danger pour la paix du monde* ». Une façon de rappeler aux capitalistes occidentaux qu'une bonne dictature noire, comme celle qu'il exerce lui-même dans son pays, le Sénégal, est peut-être la meilleure garantie de leurs intérêts. Une façon aussi de les appeler au secours de son propre régime face au danger que lui ferait courir, à lui et à ses semblables, l'effondrement du régime de l'Apartheid en Afrique du Sud si, faute d'avoir fait à temps des concessions aux leaders nationalistes bourgeois, c'était la classe ouvrière qui finissait par y occuper elle-même le devant de la scène, directement avec ses propres organes de pouvoir, sans la médiation d'organisations nationalistes bourgeoises qui défendent d'autres intérêts fondamentaux.

Car les organisations sud-africaines noires, les leaders actuels du mouvement, celles qui se sont mises à la tête, ont elles aussi peur de voir la population noire pauvre prendre les armes. « *Il va devenir de plus en*

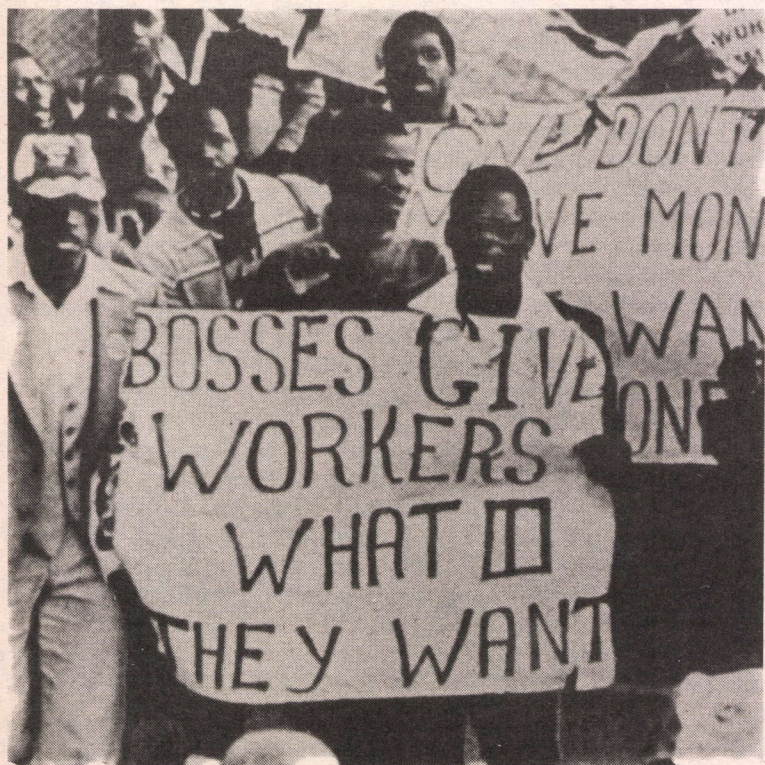
plus difficile de persuader les Noirs qui ont perdu leurs illusions qu'ils doivent continuer à user de moyens pacifiques pour aboutir à un changement politique », a déploré le pasteur Allan Boesak, fondateur du Front Démocratique Uni, animé par l'ANC. C'est la même peur de ne plus pouvoir contrôler la mobilisation des masses populaires urbaines qui anime les dirigeants des deux fronts, ce Front Démocratique Uni et le Forum National qui se disputent aujourd'hui la direction du mouvement.

Car la mobilisation est là, en Afrique du Sud. Des gens se font tuer, et y retournent ! Mais les organisations noires, elles, ne sont pas pour la prise du pouvoir par les masses elles-mêmes. Parce que ces organisations sont nationalistes, elles n'offrent pas cette perspective politique. Surtout pas. Tous les nationalistes du monde craignent les masses. C'est pourquoi, si depuis quelques années, les divers mouvements nationalistes ont certes abandonné le principe de la non-violence et créé leurs propres branches armées, bien contrôlées par eux, comme tous les nationalistes savent le faire pour préparer leur futur appareil d'Etat contre leur peuple, ils continuent à envoyer les manifestants noirs, poitrines

nues, face aux troupes de Botha.

Ainsi, malgré l'âpreté de la lutte contre un pouvoir raciste rétrograde, les directions actuelles du mouvement cherchent quand même à en obtenir des concessions. Elles se satisferaient éventuellement d'un partage du pouvoir avec le régime de Prétoria. Si celui-ci l'acceptait, mais il ne l'accepte toujours pas. Et si les masses populaires l'acceptaient, ce qui est peut-être encore plus problématique.

Olivier BELIN



ORGANISATIONS ET LEADERS CONTRE L'APARTHEID

LE CONGRES NATIONAL AFRICAIN

Fondé en 1912, l'ANC (African National Congress) était au départ un mouvement qui se réclamait de la non-violence. Il était le représentant d'une petite bourgeoisie noire privilégiée, avocats, médecins, enseignants, journalistes, dont l'objectif était, selon les termes mêmes d'un dirigeant d'alors, d'obtenir « *des droits égaux pour tous les hommes civilisés* ». C'est dire à quel point ces notables ne revendiquaient que pour eux le droit de devenir partie intégrante de la bourgeoisie sud-africaine, laissant les « *non-civilisés* » au rang de parias. Des non-civilisés que les armes de la non-violence, délégations, pétitions, requêtes, permettaient de laisser hors de la lutte.

C'est surtout après la guerre, en 1948, avec l'arrivée du pouvoir à Pretoria de l'aile la plus raciste et fascisante du Parti national (le parti nationaliste des colons blancs), puis l'instauration progressive du régime d'Apartheid, que l'ANC fut amenée à prendre la tête de luttes plus larges. La bourgeoisie noire n'avait plus les mêmes espoirs de pouvoir convaincre ses ennemis colons et Boers de l'accepter dans leurs rangs, alors que par ailleurs, notamment avec la grève générale du 1^{er} mai 1950, les masses noires entraient elles-mêmes en lutte.

En 1952, l'ANC lançait la « *campagne de défi aux lois*

injustes » sur le modèle des campagnes de Gandhi, en restant toujours sur le terrain de la non-violence. Dans le même temps, elle cherchait à se rapprocher des élites des autres communautés « non blanches », métisses et indienne. Et en 1955, un « *congrès du peuple* » composé de l'ANC, d'organisations politiques des petites bourgeoisies indiennes et métisses, ainsi que de libéraux blancs adoptait une « *Charte pour la liberté* » qui affirme, entre autres : « *L'Afrique du Sud appartient à tous ceux qui y vivent, aux Blancs comme aux Noirs, et seul un Etat démocratique fondé sur la volonté de tous peut assurer à tous, sans distinction de race, de couleur, de sexe ou de croyance les droits qui leur reviennent de par leur naissance* ». Une déclaration des droits de l'homme sud-africain en quelque sorte, mais ne prônant rien d'autre que l'égalité formelle entre citoyens, dans un pays où l'inégalité sociale entre Noirs et Blancs est profonde. Si profonde que seule une révolution sociale pourrait supprimer la ségrégation de fait qui subsisterait (sauf pour l'infime minorité de la bourgeoisie noire ou indienne).

C'est cette charte qui est encore le seul programme officiel de l'ANC. Quant au Parti Communiste Sud-africain qui, depuis l'après-guerre est devenu l'une des composantes de l'ANC, il s'insurge toujours aujourd'hui (dans le numéro du

3^e trimestre 1974 de sa revue *African Communist*) contre tous ceux qui parleraient de lutter pour le socialisme : « *Le cadre théorique du socialisme immédiat constitue la base d'une attaque contre la Charte pour la Liberté, d'une réduction vulgaire de la question nationale... Nous avons affaire à une tentative d'imposer la direction de la classe ouvrière...* » Alors il vaut mieux continuer à imposer à la classe ouvrière noire la direction de sa bourgeoisie.

L'INFLUENCE DU PAN-AFRICANISME

Mais ce n'est pas sur le terrain des revendications sociales des masses noires opprimées que le PAC (Pan-African-Congress) a scissionné de l'ANC en 1958.

Influencés par l'accession au pouvoir de mouvements nationalistes dans l'Afrique décolonisée, les fondateurs du PAC reprochaient à l'ANC sa collaboration avec des Blancs libéraux et l'intention contenue dans sa charte de créer une société multiraciale. Ils lui reprochaient aussi les liens qui unissent l'ANC avec le Parti Communiste porteur d'une idéologie marxiste « *étrangère à l'Afrique* ». Mais, comme l'ANC, le PAC continuait à prôner l'action non-violente. Et c'est lui qui, en 1960, pour prendre de vitesse l'ANC qui avait prévu une action pour le 31 mars, appelait 10 jours plus tôt les Africains à faire grève et à se présenter aux postes de police pour y défier la loi en ren-

dant leur « *pass* » (ces livrets rendus obligatoires par le régime de l'Apartheid). A Sharpeville, la police tira sur un rassemblement de 5 000 personnes désarmées devant un poste de police. Le massacre de Sharpeville et l'interdiction de l'ANC et du PAC qui suivit mirent fin aux théories non-violentes...

LA MONTEE DES SYNDICATS OUVRIERS NOIRS

La répression allait donner dix ans de répit au régime de Prétoria. Mais dès le début des années 1970, c'était la classe ouvrière noire qui allait à son tour défier le régime, avec en particulier les grèves spontanées des mineurs de Namibie en 1971, des conducteurs de bus et autres ouvriers à Johannesburg en 1972, et surtout la grève quasi-générale de Durban en janvier 1973. Ce sont d'ailleurs ces grèves qui furent le point de départ du développement du syndicalisme noir.

C'est que dans les années 1960-1970, l'économie sud-africaine avait connu un développement rapide. A côté des vieux secteurs d'exploitations minières (charbon, or, diamant), se développaient des industries de transformation impulsées par des investissements massifs de capitaux étrangers. Général-Motors, Ford, Volkswagen et bien d'autres construisaient leurs usines en Afrique du Sud. Et avec le développement de cette classe ouvrière noire, se développait aussi la popu-

lation noire des zones blanches, dans les ghettos des grandes villes de banlieue, comme Soweto à côté de Johannesburg.

SOWETO 1976 ET LA « CONSCIENCE NOIRE »

A Soweto justement, en 1976, quand éclata le mouvement de révolte des jeunes écoliers noirs, l'ANC, aussi bien que le PAC, décimés par la répression et dont les directions étaient en exil, ou en prison, n'avaient dans ces nouvelles villes dor-toirs que peu d'influence.

Ce fut l'intervention des travailleurs noirs eux-mêmes, qui se mirent en grève notamment à Johannesburg, qui contribua à donner plus de force et à étendre le mouvement. Mais ce sont les militants des mouvements dits de la *Conscience Noire* qui s'étaient développés dans les organisations étudiantes noires, depuis le début des années 1970, qui apparurent comme dirigeants politiques de la révolte. Ce courant de la *Conscience Noire*, né dans la petite bourgeoisie intellectuelle et dont l'actuelle AZAPO (Organisation du Peuple d'Afrique) se dit l'héritière, appelait les Noirs à ne plus se sentir « inférieurs » aux Blancs, à reprendre conscience de leur « identité ». Il faisait de la couleur de la peau (en incluant dans le « Noir » Indiens et Métis) le ciment de la lutte contre l'Apartheid, rejetant pour cela, comme le PAC, toute collaboration avec les Blancs.

Après les mineurs, le gouvernement Thatcher s'attaque aux cheminots

Moins de six mois après la défaite des mineurs, le gouvernement Thatcher s'en prend aujourd'hui à une autre catégorie importante de la classe ouvrière britannique : les cheminots.

Depuis plusieurs semaines, il tente de mettre en place, dans un petit nombre de dépôts « tests », un nouveau système dans lequel le conducteur est désormais seul dans sa rame, sans agent d'accompagnement.

Ce système est déjà en vigueur dans plusieurs pays européens — dont la France —, et partout avec le même résultat : une baisse des effectifs et des conditions de sécurité.

En Grande-Bretagne, la mise en place de ce système était en attente depuis le début des années 1980. Aux premiers ballons d'essai, le gouvernement s'était heurté à une franche hostilité, et avait renoncé, au moins provisoirement. Une nouvelle tentative, à plus grande échelle cette

fois-ci, qui devait commencer à la fin 1984, fut elle aussi ajournée à cause de la grève des mineurs. Et c'est le même plan, initialement prévu pour 1984, que le gouvernement est en train de tenter de mettre ne œuvre aujourd'hui.

Dans les dépôts visés, la riposte des cheminots a été immédiate. Pendant plusieurs semaines, les débrayages et les grèves se sont multipliés, affectant sensiblement le trafic ferroviaire en Ecosse et au Pays de Galles. Le 16 août, le gouvernement menaçait les

grévistes de licenciement. Dès le lendemain, 147 grévistes de Glasgow recevaient leur lettre de licenciement. Le 20, c'était le tour de 90 grévistes du Pays de Galles, tandis que des mouvements de grèves contre les licenciements se déclenchaient dans plusieurs nouveaux dépôts. Plus de 300 grévistes seraient déjà licenciés, tandis que les chemins de fer

s'apprêteraient à lancer une campagne d'embauche par voie de presse pour recruter des « jaunes ».

Il semble qu'à la faveur du climat général créé par la défaite des mineurs, le gouvernement Thatcher soit décidé à tenter l'épreuve de force contre les cheminots.

Il faut dire que, face à ces attaques, les syndicats ne manifestent pas grande volonté de combattre.

L'ASLEF, qui regroupe la majorité des conducteurs, a déjà maintes fois affirmé qu'il n'était pas hostile à négocier la mise en place du nouveau système en échange d'une compensation financière pour les conducteurs. Et si, dans certains dépôts, en particulier dans la banlieue de Londres, les conducteurs ont participé à des mouvements contre le nouveau système, c'est contre les consignes de leur syndicat.

Quant au NUR, le plus grand des deux syndicats

de cheminots, qui regroupe les agents d'accompagnement et la plupart des cheminots non « roulants », ses dirigeants ont tenu à fixer par avance les limites d'une éventuelle riposte nationale : celles de la légalité et du corporatisme le plus étroit. C'est ainsi que fin juillet, à un moment où les débrayages commençaient à se multiplier, le NUR s'est borné à annoncer l'organisation d'un vote à bulletin secret (obligation légale pour toute action nationale) pour le 29 août. Puis, au lendemain des premiers licenciements, la riposte du NUR a consisté à avancer la date du vote de six jours... Et ce vote ne s'adressera même pas à l'ensemble des syndiqués du NUR. Non ! C'est seulement aux 12.500 agents d'accompagnement que le NUR compte demander s'ils sont d'accord pour faire grève... tout seuls.

Le gouvernement Thatcher mise sur l'isolement et la dispersion du mouvement. Il pense n'être pas

géné par la politique des syndicats. Avec les 300 licenciements, il espère probablement semer suffisamment d'inquiétude, voire de désarroi pour que le vote du 23 soit négatif, et que les dépôts sortent finalement plus isolés de ce vote qu'ils ne l'étaient jusqu'à présent.

A une échelle plus restreinte, et avec bien moins de forces, les cheminots en lutte se retrouvent confrontés aujourd'hui à la même situation qu'ont connue les mineurs hier. Comme les mineurs, ils se trouvent pris en tenaille entre un gouvernement décidé à l'affrontement pour faire payer la crise à la classe ouvrière et des appareils syndicaux qui, avant même que la lutte soit vraiment engagée, canalisent et limitent la force ouvrière, voudraient lui imposer le respect de règles d'un jeu, le carcan d'une légalité, que les travailleurs seraient bien les seuls à respecter.

François ROULEAU

Indonésie

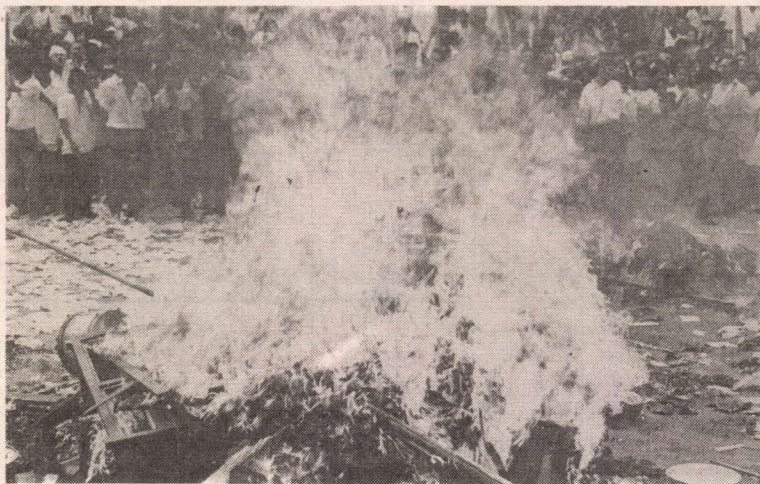
Trois dirigeants communistes assassinés

Trois dirigeants du Parti Communiste Indonésien, Rustomo, Djoko Untung et Gatot Lestari, ont été fusillés les 1^{er}, 2 et 3 juillet. Et l'on est sans nouvelles d'un autre dirigeant communiste, Ruslan Widjaya-sastra, dont le ministre des Affaires étrangères indonésien avait annoncé le 18 juin dernier, en même temps que pour ses trois camarades, qu'il serait exécuté. Déjà, le 14 mai dernier, c'est le président de la CGT indonésienne, Mohamed Munir, qui avait été tué.

Depuis 1968 ces militants, avec bien d'autres, croussaient derrière les barbelés des camps de concentration du dictateur Suharto. Tous trois avaient été arrêtés alors qu'ils tentaient de faire vivre dans la clandestinité le PC Indonésien, écrasé trois ans auparavant lors du coup d'Etat militaire d'octobre 1965.

Avant cette date, le PC Indonésien était un des plus puissants du monde. Trois millions de membres, sans compter les organisa-

tions de jeunes, les syndicats qu'il influençait, les ligues paysannes. Mais cette influence, il choisit de la mettre entièrement au service du président de la république d'alors, Soekarno. Soekarno se voulait « neutraliste » à l'extérieur, et en Indonésie-même essayait plus ou moins de s'appuyer sur les masses populaires face à l'armée soutenue par l'impérialisme américain. Cela suffit pour que le PC Indonésien dise aux travailleurs que leurs intérêts et Soekarno, c'était la même chose. Et lorsqu'en 1965 l'armée se fit menaçante, que la préparation d'un putsh devint évidente, là encore la seule politique que le PC Indonésien proposa à ceux qui le suivaient fut de faire confiance à Soekarno. Au moment décisif, les militants communistes, les millions de travailleurs qui regardaient vers eux, restèrent complètement désarmés face au putsh militaire. La répression fut terrible. Des centaines de milliers de communistes, de travailleurs, furent exécutés en



Lors du coup d'Etat de 1965, des émeutiers anti-communistes font brûler ce qu'ils trouvent dans un immeuble du P.C. à Djakarta. (AFP)

quelques jours le long des routes ou entraînés dans des camps dont ils ne devaient plus sortir vivants.

Et depuis cette date, c'est une chape de plomb qui s'est abattue sur tous les travailleurs indonésiens. Les grèves sont interdites, les syndicats contraints de fusionner dans un organisme étroitement contrôlé par les militaires. L'armée peut tirer sur qui elle veut, sans sommation, et ne se gêne pas pour le faire. Les grèves et les manifestations, qui éclatent parfois, sont réprimées avec des dizaines de morts, comme celles du port de Djakarta, le 12 septembre 1984, où la

répression fit près de 400 morts. C'est à ce prix que les militaires peuvent maintenir leur pouvoir sur ce pays de 160 millions d'habitants où le salaire d'un manoeuvre est de 10 F par jour, où les paysans n'ont souvent pas assez de terres pour se nourrir et où la corruption est même devenue en partie une institution légale. Et c'est à ce prix aussi qu'ils peuvent assurer les meilleurs profits aux investisseurs étrangers, japonais mais également français, avides d'exploiter la main d'œuvre bon marché que leur garantit cette dictature sanglante.

Antoine LEPRINCE

On nous communiqué

Chili : Violences contre les prisonniers politiques et leurs proches

L'Association Juan Soto Cerda qui est en liaison avec des prisonniers politiques de la ville de Concepcion au Chili dénonce « La féroce répression qui frappe ceux qui luttent pour les droits démocratiques et en particulier les femmes ». Elle cite parmi les exactions de la CNI, chargée d'enquêter sur les suspects et les détenus, le cas du viol de l'étudiante Paz Macaya, la séquestration de Mirta Navarrete, le cas du viol de la sœur d'un prisonnier politique et de la disparition de Tatiana Farina C. sœur d'un autre prisonnier politique.

Cette association rappelle qu'il y a un an, la CNI avait assassiné sept militants des villes de Concepcion, Los Angeles, Talcahuano et Valdivia, et que rien n'a été fait pour identifier les coupables de ces assassinats. Elle dénonce les mesures d'intimidation dont sont victimes Christina Chacalita et Patricia Zalaquett, épouses de deux de ces victimes et qui combattent pour que la vérité soit faite sur ces affaires.

Famine en Afrique :

Les profiteurs sont un fléau plus grand que la sécheresse



La famine sévit en Afrique et les reportages se succèdent, relayant la campagne menée par les organismes de secours internationaux dans les pays riches.

Plus de huit millions d'affamés au Soudan, les gosses qui meurent devant les caméras en Ethiopie, l'avancée du désert au Mali, en Afrique de l'Ouest cette fois, qui chasse les populations nomades après avoir décimé leurs troupeaux.

Mais derrière ces images, derrière les chiffres annonçant les millions de tonnes de céréales envoyées des pays riches, il y a une réalité que les reportages ne cachent même pas : non seulement l'aide est notablement insuffisante, mais, en plus, elle ne parvient même pas — ou si peu — à ceux à qui elle est destinée.

Libération, dans ses reportages des 19, 20 et 21 août, étale la réalité sordide que constituent la corruption des fonctionnaires locaux, la rapacité des affairistes qui, sur place, monopolisent le transport de l'aide, même si leurs moyens sont totalement insuffisants, pour que leurs prix s'envolent !

Spéculation sur la faim : c'est hideux et révoltant. Mais il y a pire. Car les profiteurs

locaux, s'ils ont bien la mentalité de tous les profiteurs du monde, ne sont que des minables, des gagne-petit. Des gagne-petit qui ne seraient rien sans leurs semblables qui sévissent, eux, dans les pays riches et gagnent gros. Tout le commerce mondial des céréales est tenu en main par quelques trusts européens et américains. Les quelques dizaines d'hommes qui les dirigent décident quelles quantités de blé seront mises sur le marché et quelles quantités seront stockées, promises à une destruction probable. Oui, en Europe et en Amérique du Nord, on détruit volontairement des céréales pour en soutenir les prix ! Et c'est une minuscule fraction de ces stocks qui est récupérée par les organismes

de l'aide internationale. Les émissions de télé peuvent se multiplier dans les pays riches, des artistes multiplier avec bonne volonté des spectacles de charité, des centaines de milliers d'habitants de ces pays riches peuvent bien se sentir concernés, mobilisés même sur ce terrain, rien n'y fait : les quelques hommes qui ont la haute main sur le marché mondial de l'alimentaire sont un barrage aujourd'hui infranchissable. Car les Soudanais, les Ethiopiens ou les Maliens ont bien un ventre, mais pas d'argent. Ils peuvent crever, ils ne présentent aucun intérêt pour les magnats de l'alimentation.

Pas plus, d'ailleurs, que pour les gouvernants des pays riches. Certes, les campagnes menées contre la famine ne rencontrent pas d'obstacle de leur part. De toute façon, c'est à la population qu'on demande aides et secours, pas à eux.

Il n'y a que quelques dizaines de camions pour acheminer l'aide internationale à travers l'immensité du Soudan.

Mais ni la France du « socialiste » Mitterrand, ni aucun pays riche n'envisagent une seule seconde d'envoyer sur place les moyens colossaux dont disposent leurs armées. Chaque année, à coups de milliards, ces Etats se dotent de camions, d'avions-cargos, d'hélicoptères, d'hôpitaux de campagne, s'adjoignent du personnel médical, scientifique, des géographes, disposent de troupes du génie capables de bâtir des ponts et des pistes d'atterrissage en quelques heures. Non seulement ce matériel existe, mais il faut l'entretenir à grands frais sans qu'il serve. L'utiliser ne coûterait pas grand-chose de plus, mais ce n'est pas le problème des gouvernants des pays riches : les trois milliards et demi d'êtres humains qui peuplent les pays pauvres constituent un réservoir suffisant pour que, bon an mal an, les pays pauvres payent leur tribut aux pays riches, pour que les pays de misère produisent la nourriture que mangeront... les bestiaux européens qui engraisseront ainsi sans pâturages, pour que des gamins nus fabriquent les vêtements qui seront vendus dans les magasins bon marché de Paris, Londres ou New York. Les affamés du monde n'ont, aux yeux des gouvernants des pays riches, qu'un seul mérite, à condition de bien les faire voir : convaincre les pauvres des pays riches qu'ils sont, finalement, des privilégiés de ce monde...

Il pourrait en être autrement, bien sûr. Il y a, dans les pays riches, de quoi nourrir toute la planète, des moyens d'acheminer n'importe quoi n'importe où. Et il y a bien plus. Il y a des usines qui pourraient fabriquer autant de tuyaux, de pompes qu'il en faut pour irriguer les terres et les faire échapper aux caprices du climat. Non seulement ces usines existent, mais

elles ne servent plus, puisqu'on les ferme : il y a, paraît-il, trop d'acier dans le monde... Non seulement les hommes qui pourraient s'y consacrer existent, mais ils ne manqueraient pas ailleurs, puisqu'on les met au chômage ! Cela coûterait un peu d'argent ? Guère plus que ce que coûte la crise, bien moins que ce qu'elle risque de coûter demain si, comme la précédente grande crise des années trente, elle se termine en guerre. Et, même en termes d'investissements, il s'agirait là d'un investissement rentable : dix, vingt ou trente ans plus tard, des continents entiers seraient fertilisés par des hommes ayant enfin les moyens de subvenir à leurs besoins sans aucune campagne humanitaire ; des milliards d'hommes et de femmes seraient débarrassés de l'obsédante préoccupation de survie et participeraient au développement de la prospérité de la planète. Et, en retour, les habitants des actuels pays riches récupéreraient mille fois plus que « l'investissement » initial...

Le climat est capricieux, et des peuples entiers en font les frais. Mais la nature est docile à l'homme moderne. On fait aujourd'hui pousser du bon blé dans les déserts de Libye : les molécules sont obéissantes et la physique, la chimie et la biologie actuelles rendent l'homme capable de faire à peu près ce qu'il veut.

Mais les trusts et les hommes qui les dirigent sont un obstacle bien plus rigide que les secrets de la vie ; ce sont ces hommes qui mettent le bon sens à l'envers.

Alors, les modifications du climat font des victimes par millions, et les grands profiteurs qui dirigent le monde font de petits émules qui trouvent dans la misère la source de leurs profits.

Jean-Jacques FRANQUIER

Soudan

Ceux qui spéculent sur la misère

Au Soudan, des pluies torrentielles ont remplacé la sécheresse depuis juillet, mais la famine ne sévit pas moins durement. (Il faut rappeler que la RICSU, organisme gouvernemental soudanais, estimait le 15 juin à 8 400 000 personnes, soit le tiers de la population du pays, le nombre de gens atteints par la famine).

Paradoxalement, les pluies aggravent même la famine, car elles rendent très difficile l'acheminement de l'aide internationale : les pistes sont devenues impraticables, les oueds infranchissables.

Ce sont les provinces de l'ouest du Soudan, le Darfour, le Kordofan, c'est-à-dire celles qui sont les plus éloignées de Khartoum, où est entreposée l'aide, qui sont les plus touchées : 5 700 000 personnes atteintes par la famine sur les 8 400 000 ! Depuis trois semaines, aucun camion ne peut atteindre El Geneira, principal ville et refuge de la province de Darfour, et c'est pour toute cette région la même situation désespérée. Là où il fallait une journée de voyage, il en faut 10 ou 15 maintenant. Dans les camps où les affamés se rassemblent au printemps quand il n'y a plus de grains, il n'y a plus de stocks de vivres.

« Nous devons recevoir 25 000 tonnes d'aide alimen-

taire au mois de juillet » constate Peter Verrey chargé de distribuer le grain de l'US-Aid dans la région de El Geneira. « Nous n'en avons reçu que 2 000 ». Quant aux petits détournements auxquels se livrent des fonctionnaires locaux, ils ne représentent que peu : « Bien sûr, une partie de ces 2 000 tonnes a été mal distribuée ! Mais qu'est-ce que cela représente en face des 90 % de l'aide qui ne sont pas arrivés ? »

Les pluies ne sont en fait responsables que pour une petite partie dans les difficultés d'acheminement de l'aide alimentaire vers les régions de l'ouest. Le vrai problème, c'est la rareté des camions et a fortiori de tout autre moyen de transport qui serait mieux approprié, comme l'avion, par exemple, ce qui met en cause l'aide apportée aux pays touchés par la famine. Car ce qui est mis à leur disposition par les pays riches en matière de transport est vraiment désastreux.

Mais un autre scandale se greffe sur celui-ci : le transport de l'aide alimentaire est une affaire commerciale juteuse pour certains. En effet certains transporteurs s'en sont attribué le monopole et bâtissent ainsi des fortunes sur la famine.

Ainsi, la compagnie Arkal-Talab, créée il y a quelques années, a obtenu le monopole du transport des céréales de l'US-Aid. Aucun autre camion ne peut charger la nourriture stockée dans les entrepôts de la banlieue de Khartoum, qu'elle gère. En avril dernier la compagnie Arkal-Talab s'est vue ainsi chargée d'acheminer 250 000 tonnes de Port-Soudan vers le Darfour et le Kordofan. Ses quelques dizaines de camions ne suffisent pas, elle a fait appel à des intermédiaires, lesquels bien sûr prennent à chaque fois un bénéfice (environ 10 %). Du coup, en l'espace de quelques mois, les prix du transport ont grimpé d'une manière vertigineuse, doublant ou triplant. A cela s'ajoute le délabrement du réseau de chemin de fer qui, depuis la ville de Kosti, transporte la nourriture vers le Darfour.

Conséquence : des montagnes de céréales se sont empilées semaines après semaines à Kosti. Le 21 juin, Arkal-Talab reconnaissait elle-même, que 7 % seulement des quantités destinées à la province de Darfour étaient parvenues à destination, pour le Kordofan, le chiffre était de 28 %.

Ainsi pendant que certains spéculent sur la misère, et à cause d'eux, la famine fait toujours plus de victimes.

Aline RETESSE

Récolte record de blé... une catastrophe !

Après la récolte 1984, la récolte de blé 1985 sera tout aussi exceptionnelle. Plus de 28 millions de tonnes pour la France seule, et 140 millions de tonnes de céréales pour la Communauté européenne. Les silos craquent, mais ces moissons du siècle sont considérées comme une véritable calamité.

En effet, ce grain, il ne suffit pas de lui apporter tous les soins, de le récolter et de le consommer, il faut, avant d'être farine et pain, qu'il soit vendu ! Alors, où écouler ce surplus ? La Chine, l'URSS, les pays du Maghreb, l'Egypte, le Japon importent la majeure partie des récoltes « normales », mais l'excédent ?

L'Afrique, l'Amérique du Sud où les populations crient famine, il n'en est pas question, ces pays-là ne peuvent pas payer. Faute d'être acheté, le grain s'entasse. Quand les silos déborderont, il sera dénaturé, rendu impropre à la consommation ou brûlé.

Certains achètent des chevaux, d'autres des canassons politiques

Rubrique quasi-régulière dans la presse ouest-allemande : le bilan des dons faits par des dirigeants de sociétés aux hommes politiques des grands partis. *Der Spiegel* fait cette fois état des largesses de plusieurs compagnies d'assurances à l'égard d'une centaine d'hommes politiques, dont certains membres du gouvernement.

Il faut évidemment de l'argent, pour faire de la politique... et la politique qu'on fait peut même se marchander. Les fonds ne tombent pas du ciel et, jusqu'à nouvel ordre, ceux qui en ont le plus sont les capitalistes, industriels et financiers.

A la charge, mais aussi à la décharge des grands assureurs allemands, il faut reconnaître qu'ils sont au-dessus des étiquettes. Pas trop de problèmes de cohabitation là-bas. L'alternance — voire la simultanéité — est dans les mœurs. Les assureurs ont donc financé et les Chrétiens-Démocrates (entre autres, le secrétaire d'Etat à la chancellerie, le ministre du Travail), et l'opposition sociale-démocrate (notamment le président du groupe parlementaire), sans oublier le plus petit Parti Libéral...

Ce n'est quand même pas à des assureurs qu'il faut apprendre à mettre leurs œufs dans un seul panier.



C'est combien ?

Un génocide peut en cacher tant d'autres

A la sous-commission des Droits de l'Homme de l'ONU, le rapport d'un certain Whitaker a été, semble-t-il, très contesté. Ce rapport ne portait pourtant pas sur un fait d'actualité brûlante. Il s'agissait, entre autres, de reconnaître, soixante-dix ans après, le génocide des Arméniens perpétré par l'Empire ottoman en 1915-1916.

Mais ça a donné aux représentants des divers Etats, grands ou petits, l'idée de parler d'autres génocides. Et de dénoncer ceux... des autres ! D'où un vrai festival !

L'expert égyptien aurait préféré qu'on parle des génocides

commis par les Israéliens, et l'expert soviétique aurait abondé en ce sens. L'expert français aurait dénoncé la banalisation actuelle des génocides nazis.

Et les génocides d'Algériens, de Vietnamiens, de Tatars de Crimée, etc.

Alors d'un commun accord, apparemment, tous ces « experts » en droits de l'homme ont décidé de biffer le paragraphe sur le génocide arménien.

Chaque Etat a trop de cadavres dans ses placards pour oser entrouvrir la moindre porte.

Un syndicat qui refuse de se laisser dissoudre... dans l'alcool ?

Deux Polonais, membres d'une association anti-alcoolique, viennent d'être condamnés à une amende de 40 000 zlotys. Lors d'une manifestation symbolique devant un magasin de spiritueux, ils avaient arboré une banderole appelant à la « Solidarité dans la sobriété ». Le mot « Solidarité » était écrit en utilisant les

caractères bien connus du syndicat Solidarnosc.

Alors, militants anti-alcooliques ou militants de Solidarité — qui préfèrent le vin de messe à la vodka ? Ou les deux à la fois ? Doublement condamnables, de toute façon, aux yeux des gouvernants polonais.

Pas une question de goût, mais de coût

Depuis quelque temps, Coca-Cola n'est plus ce qu'il était. Le nouveau produit n'aurait pas la faveur du public américain : il aurait l'aspect du Coca, la couleur du Coca, mais pas vraiment le goût du Coca...

Après une campagne de protestation, la célèbre firme a donc mis en vente le « Classic Coke », censé revenir à la tradition.

Mais le « Classic Coke » ne serait pas non plus du vrai. Une campagne publicitaire des industriels du sucre américains dénonce que le sucre y serait remplacé par du sirop de maïs « qui altère indubitablement le goût du produit ». Les producteurs de sucre le trouvent plutôt saumâtre !

Une des valeurs fondamentales de la civilisation américaine, en tout cas, est aujourd'hui ébranlée. Après le pinard ou le Ricard, valeurs fondamentales de la civilisation européenne... Preuves incontestables que la crise du capitalisme s'approfondit.

C'est le Pérou !

Le ministre de l'Economie péruvien, Luis Alva Castro, a confirmé la réduction de moitié de la commande des 26 *Mirage 2000* à la France en 1982. Ceci, louable intention, afin de montrer l'exemple en matière de désarmement...

Dur à avaler pour l'industrie aéronautique française. Le commandant en chef des forces armées péruviennes a annoncé qu'en cas de rupture de contrat, la France pourrait réclamer au Pérou 300 à 350 millions de dollars. La paix, c'est cher aussi ! Tout se paye dans cette société... toujours aux mêmes !

Galantine de lapin

Le célèbre magazine déshabillé américain *Playboy* prépare une édition française pour la rentrée. Mais attention, *Playboy* doit rester un journal honnête. Que du « soft » : jamais deux filles ensemble et tout figurant mâle systématiquement emmaillotté dans les draps.

Le magazine tiendrait ainsi à garder ses bons clients, *Playboy* étant « le seul journal de ce type reçu à l'archevêché de Paris », dixit le directeur artistique.

L'Eglise abandonne le latin, mais adopte le lapin...

Tout un symbole

Le Pape et le roi Hassan II, le dictateur sanglant du Maroc, sont tombés dans les bras l'un de l'autre.

Le sabre et le goupillon font toujours bon ménage contre les peuples !

La chasse au trésor

Le marché de l'automobile serait en crise, mais ce qui se vend cher continue à se vendre bien. En particulier, les « 4x4 », véhicules à quatre roues motrices, tous terrains, qui manœuvrent dans des conditions climatiques difficiles et sur des sols accidentés. Le *Paris-Dakar* aurait donné un coup de pouce aux affaires. Et le snobisme aidant...

Pour l'instant, c'est le Japon qui tient le haut des ornières, avec 60 % des ventes. Mais les industriels français s'y essaient.

Va-t-on voir bientôt, sur le marché, l'apparition de « catarafts »... pour descendre les méandres de la Seine à défaut des rapides du Zaïre, et accroître d'un petit ruisseau le grand fleuve du profit ?



La 4x4, c'est l'aventure...

Le dernier tango à Hollywood

Hollywood n'est plus ce qu'il était : fini le temps des baisers fougueux, des étreintes passionnées ou des embrassades romantiques. Les monstres sacrés du cinéma ne tombent plus allègrement des bras des uns dans ceux des autres, au gré des scénarios ou des mariages à sensation... C'est désormais la révolte contre les conditions de travail !

Le SIDA est passé par là ! Bientôt reconnu maladie professionnelle ? Sans respect pour le septième art et son noble exercice, cette maladie mortelle ferait, de baiser en baiser, des ravages dans le monde cinématographique, où

la panique s'installe... Des acteurs s'interrogent sérieusement sur les conséquences des scènes d'amour avec des partenaires qui pourraient être contaminés. On craint l'apparition de listes noires, mettant à l'index des acteurs soupçonnés d'être atteints, notamment les homosexuels : certains parlent même de mesures draconiennes pour filtrer les porteurs de virus : analyses de sang...

C'est le cinéma porno qui va en prendre un coup... Des vocations vont naître, par contre, pour tourner *Le journal d'un curé de campagne*. Encore que...



C'est fini tout ça...

L'erreur est inhumaine

Le 16 mars 1984, dans l'Aude, un bureau de poste était attaqué à main armée. Les pandores locaux se mettaient évidemment à la recherche d'un suspect. Les indices étaient maigres : pas d'armes trouvées ; la receveuse du bureau de poste n'avait pas vu le visage de l'agresseur.

Mais un fichier de police vint à la rescousse, où figurait le nom de Pierre Subirats, chômeur, collectionneur de petites condamnations. Un profil d'inculpé, quoi !

Et trois témoins furent dénichés dont l'un, à la vue basse, reconnut l'agresseur chevelu et frisé dans le malheureux Subirats qui était demi-chauve.

Mais emballé quand même. Et la justice, toujours plus rapide qu'on ne dit, jouait le rôle de « service après-vente » pour ces messieurs de la police. Malgré les protestations d'innocence de l'inculpé.

Le vrai coupable a fini par se dénoncer. Tout est réglé... sauf un détail : Subirats a fait 15 mois de prison.

Patrons et syndicats toujours d'accord pour imposer des concessions aux travailleurs

Depuis cinq ans, les ouvriers de l'automobile américaine n'ont cessé de voir leurs droits, leur niveau de vie, leurs conditions de travail, amputés et aggravés au nom des sacrifices nécessaires pour la remise à flot de l'industrie automobile. Et les dirigeants syndicaux ont prêté la main aux patrons pour imposer ces sacrifices aux travailleurs. Mais aujourd'hui, où les trusts de l'automobile connaissent des bénéfices records et n'ont plus même l'excuse de pleurer misère, c'est quand même encore la même histoire qui continue comme le montre l'article dont nous publions la traduction ci-dessous, paru dans le journal trotskyste américain *The Spark* du 19 août :

« Le 12 août ont commencé les négociations pour le nouveau contrat salarial entre l'UAW (le syndicat de l'automobile) et Chrysler. C'est le 15 octobre que doit expirer le contrat actuel. Les dirigeants de l'UAW ont annoncé qu'ils voulaient obtenir l'alignement avec General Motors et Ford, et l'un d'entre eux a déclaré que Chrysler se montrait « ouvert » à cette idée.

Mais si Chrysler se montre ouvert, c'est que l'ali-

gnement dont parle l'UAW, c'est un alignement dans le domaine des concessions. Prenons les salaires, par exemple. Au 15 octobre, le salaire horaire d'un ouvrier du montage chez Chrysler sera autour de 13,21 dollars (environ 112 F), suivant la valeur du COLA (réajustement en fonction du coût de la vie) de septembre. Ce qui fait seulement 6 cents de moins qu'à General Motors. D'habitude, les salaires sont augmentés de 3 % par an, ce qui ferait dans les 40

cents !

Et la participation ? Elle existe chez GM et Ford, mais pas chez Chrysler. Supposons que Chrysler accepte une participation sur les profits analogue à celle pratiquée à la GM. A la suite des profits records de 1984, les ouvriers de GM croyaient que leur participation dépasserait les 1000 dollars. En fait, ils n'ont touché qu'environ 300 dollars ! Alors supposons que le système de participation de GM soit appliqué à Chrysler. Supposons que Chrysler ait connu trois ans de bénéfices records, et même que les chiffres de bénéfices publiés par Chrysler soient réellement honnêtes. Eh bien, uniquement pour compenser la perte sur le salaire horaire due à l'alignement, il faudrait que les ouvriers de

Chrysler touchent une participation d'au moins 500 dollars pour chacune de ces trois années...

Pour ce qui est des conditions de travail, les contrats en vigueur chez Ford et GM sont monstrueusement arriérés (...). Les droits des ouvriers ont été réduits, des emplois supprimés, et les augmentations de cadence sont la règle. Des droits qui font partie des acquis sont supprimés. Par exemple, dans une nouvelle usine GM, près de Pontiac dans le Michigan, les travailleurs ne savent plus par avance combien de temps ils devront travailler dans la journée. Après sept heures de travail, un écran d'ordinateur leur dit s'ils devront travailler 8 heures, ou 9 heures, ou 9 h 30 ! C'est la poisse pour les ouvriers mais ça permet aux patrons de sortir leur production. A coup sûr, Chrysler serait très heureux de pouvoir

s'aligner sur de telles pratiques.

Et la sécurité de l'emploi ? C'était soi-disant l'un des acquis des ouvriers de GM et de Ford. Mais plus ça va, plus il surgit de nouvelles clauses d'entre les lignes des contrats, et plus ces soi-disant acquis disparaissent. Chez Ford, par exemple, le programme de garantie de l'emploi n'est valable que tant qu'il y a de l'argent dans la caisse prévue pour le financer... et de fait il ne permet même pas de couvrir la majorité des journées de chômage.

Et pour finir, que signifierait l'alignement, pour ceux qui ont été licenciés ? En 1978, Ford employait 200 000 personnes. Il n'y en a plus que 110 000 en 1985. Chez Chrysler, on est passé dans la même période de 105 000 à 55 000. L'alignement en 1985, cela voudrait dire que tous ces ouvriers devraient rester à la rue. (...)

Pologne

Les travailleurs polonais aussi payent la dette

Le dernier bulletin d'information du bureau de Solidarosc en France, paru le 10 juillet, publie entre autres un bilan de la politique économique du gouvernement de Jaruzelski.

Réalisé par des experts économiques de Solidarité, il montre que le gouvernement polonais qui avait contracté des emprunts dans les années 1970 auprès des banques occidentales, essaye de pressurer un peu plus la population pour essayer de faire face à ses engagements.

« La politique anti-crise du gouvernement se résume à deux éléments : exploiter davantage les travailleurs et réduire la consommation. Après la proclamation de l'état de siège, le pouvoir a militarisé l'industrie minière et aboli les samedis libres, arrachés en août 1980. L'exploitation forcenée des mines, à l'instar de celle que pratiquait Gierek, ne tient aucun compte de la santé et de la vie des mineurs. Dès les premières semaines de 1982, on a allongé le temps de travail dans toute l'industrie. Les heures supplémentaires ont augmenté en 1983 de 11 %, en 1984 de 10 % (dans l'industrie légère de 30 à 60 %). Le pouvoir espérait que la baisse vertigineuse des revenus réels contraindrait les ouvriers à rechercher des gains supplémentaires, y compris par le biais des heures supplémentaires. »

A propos du piège de l'endettement, la revue poursuit :

« Dans les années 1970, la République Populaire de Pologne avait contracté envers l'Occident une dette d'un montant de 40 milliards de dollars, dont elle a réussi à rembourser environ 25 %. Le mauvais usage de cet énorme emprunt a mené tout droit la Pologne dans un piège. Il est simple : la dette augmente plus rapidement que nos possibilités de payer. L'accroissement des exportations vers l'Ouest demanderait l'accroissement encore plus grand des importations de matières premières et de produits semi-finis, impossible faute d'exportations suffisantes. Ce cercle vicieux s'est fait particulièrement sentir dans les années 1980-1981. (...)

En limitant les importations de produits de consommation et de produits destinés aux investissements et en exportant tout ce qui pouvait être vendu, le gouvernement a obtenu un bilan positif du commerce extérieur d'un montant d'environ 1,5 milliard de dollars par an. Mais cette exportation frénétique appauvrit le pays. Les produits polonais sont souvent vendus à des prix inférieurs aux prix mondiaux. L'exportation forcenée du charbon n'est pas rentable : chaque tonne supplémentaire vendue à l'Occident se traduit

par des pertes, car on est amené à exploiter des couches et des mines dont l'exploitation est de plus en plus coûteuse. Même chose pour l'exportation du sucre. La vente de certains produits ne couvre même pas le coût de la seule énergie consommée pour leur production : tel est par exemple le cas de l'acier produit aux aciéries de Katowice.

Parallèlement, la structure des exportations se rapproche depuis 1982 de plus en plus de celle des pays sous-développés, fournisseurs de matières premières.

Pour la population, les conditions de vie se dégradent :

« Après la proclamation de l'état de siège, le niveau de vie a chuté comme il ne l'avait jamais fait depuis quarante ans. Après la hausse des prix en 1982, les revenus réels moyens ont baissé de plus de 20 % et ont stagné à ce niveau jusqu'à 1984, date à laquelle ils étaient de 20 % inférieurs à ceux de 1980. La valeur réelle des prestations sociales n'a pas baissé dans les mêmes proportions suite à leur extension dans les années 1980-1981 et, partiellement, aux compensations dont ont bénéficié certaines d'entre elles (les retraites par exemple) et qui ont atténué l'effet de la hausse des prix. Après 1982, la thèse comme quoi l'Etat-providence était

néfaste a été lancée. Résultat : entre 1983 et 1984, les allocations familiales et nombre d'autres prestations ont baissé, et l'écart entre la retraite moyenne et le salaire moyen s'est creusé. Par conséquent, bien que les revenus moyens se soient maintenus dans les années 1983-1984 au niveau antérieur, celui de la crise, la moitié de la population, celle qui se plaçait au dessous de la moyenne, a accusé une baisse de revenus.

Le nombre de personnes vivant de bas revenus augmente (parmi la population active, il est passé de 16 % en 1980 à 30 % en 1984, parmi les retraités de 30 à 40 %). (...)

La part de l'alimentation dans les dépenses des ménages — considérée comme l'indice de l'appauvrissement — est passée de 35 % en 1980 à plus de 50 % en 1984. De nombreuses familles pauvres consacrent à l'alimentation la totalité de leurs revenus. (...) Quant aux autres facteurs déterminant le niveau de vie, le seul élément positif sont les samedis libres décidés en 1981. Là où ils se sont maintenus, ils adoucissent les effets matériels de la crise, laissant un peu de temps libre pour les achats ou des travaux qui les remplacent (jardins potagers, préparation de conserves, etc.). Dans tous les autres domaines,

nous accusons une régression parfois dramatique. Les conditions de travail empiront, le nombre des accidents du travail et l'incidence des maladies augmentent. La crise du logement met plusieurs millions de personnes dans une situation tragique ».

Le mécontentement qui s'accumule dans la population pourrait conduire à de nouveaux affrontements avec le régime. Ce risque, les bourgeoisies occidentales en sont conscientes et ne souhaitent qu'une chose, c'est que Jaruzelski, avec l'aide de l'Eglise, éventuellement de Walesa, puisse continuer à « normaliser » la situation en Pologne sans explosions populaires. L'éditorial du journal *Le Monde* du 16 août est d'ailleurs révélateur de ces préoccupations. Ce que ce journal applaudit dans Solidarité, ce sont ses « efforts pour maintenir, envers et contre tout, des structures d'encadrement capables de canaliser d'éventuels mouvements populaires ». Eloge de la résignation !

La classe ouvrière polonaise a montré en de maintes occasions ses capacités à lutter, à s'organiser. Et l'on comprend que le souvenir des formidables luttes des chantiers navals de Gdansk, il y a exactement 5 ans, puisse encore hanter les mémoires des dirigeants polonais comme des bourgeois occidentaux.

« Saint-Just »

de Bernard Vinot

Auteur d'une thèse de doctorat sur la jeunesse et la formation politique de Saint-Just, Bernard Vinot dresse dans ce livre un portrait assez vivant du révolutionnaire, fidèle ami de Robespierre, benjamin de la Convention et du Comité de Salut-Public et victime comme lui de Thermidor.

Bien qu'il fût issu d'un milieu relativement privilégié (il était fils d'un petit propriétaire foncier qui avait obtenu un titre de noblesse après vingt ans dans les armées du roi), Saint-Just nourrit très jeune une révolte profonde contre la société d'Ancien Régime. Et dès les premiers moments de la révolution, Saint-Just prit fait et cause pour les paysans contre les seigneurs et les notables : luttes pour ne plus payer les

droits féodaux, pour empêcher les empiètements des nobles sur les terrains communaux, manifestation armée de jeunes pour imposer sur le marché un maximum pour le prix de vente du froment.

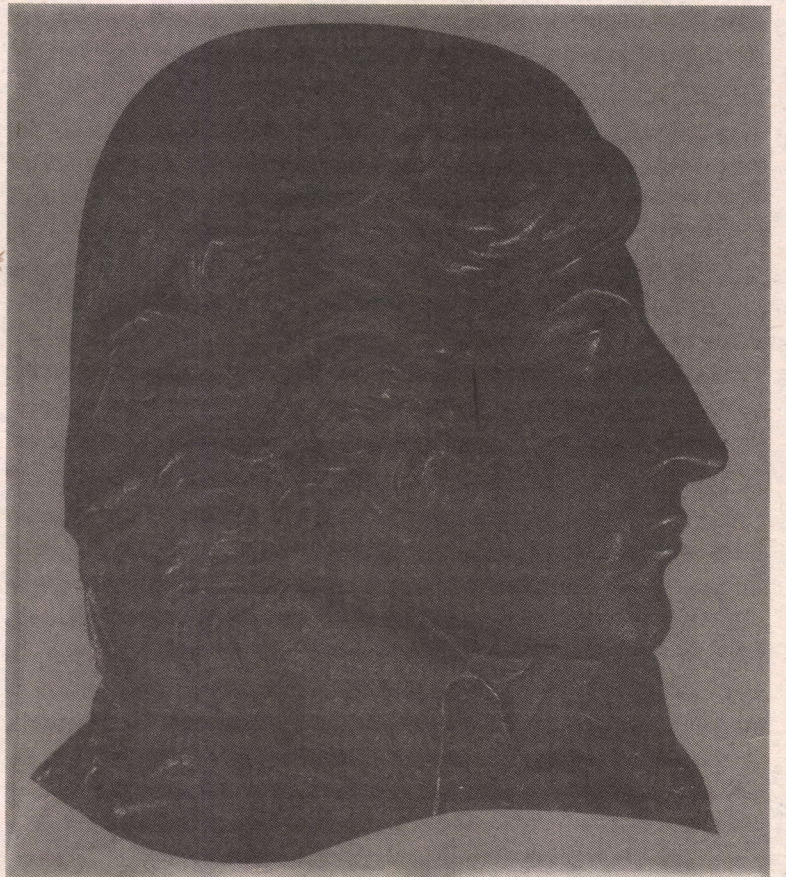
A la fin de l'année 1790, un des enjeux de la lutte fut l'élection des juges de paix qui, dans chaque canton, devaient remplacer les anciens baillis désignés par le seigneur pour rapporter les délits mineurs, mais importants dans la vie des humbles, tels que le délit de chasse ou de ramassage de bois mort. Saint-Just et ses compagnons tentèrent d'évincer les candidats des nobles en mobilisant dans les assemblées les paysans pauvres, qui normalement n'avaient pas le droit de vote. Mais mis à part

ces épisodes, le livre de Bernard Vinot ne montre pas beaucoup l'intervention du peuple dans la révolution.

Elu à la Convention en septembre 1792, à 25 ans, président du Club des Jacobins puis membre du Comité de Salut-Public, Saint-Just fit partie de ces hommes portés au pouvoir pour conduire la révolution bourgeoise à son terme, sans compromission avec l'aristocratie. Et le livre de Bernard Vinot permet de mieux connaître le rôle, les motivations, mais aussi les contradictions d'une des figures les plus célèbres de la Révolution française.

André LEMOINE

Saint-Just de Bernard Vinot. Ed. Fayard. 353 pages. 98 F.



Sélection Télé

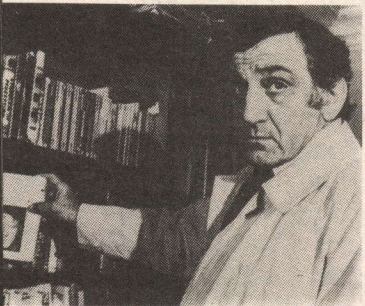
Samedi 24 août

11 h 45. A2. **Les métiers dangereux et spectaculaires : chasseurs de cyclones**, Deuxième partie. Document de Alain Gillet sur l'étude des cyclones.

20 h 35. A2. **Chansons éternelles**, émission de J.F. Kahn : les classiques de la chanson française — Cadet Rousselle, Giroflée Girofla, Brave marin, A la claire fontaine, Ne pleure pas jeannette, Aux marches du palais, etc.

Dimanche 25 août

20 h 35. TF1. **La grande menace**, film avec Richard Burton et Lino Ventura (1977). Un inspecteur de police enquête sur les activités d'un écrivain qui a l'étrange pouvoir de provoquer des catastrophes.



22 h 10. A2. **Harlem nocturne : Billie Holiday**. Première partie. Portrait en deux émissions de la célèbre chanteuse de blues, morte à 44 ans en 1959. Avec des documents d'époque, des témoignages... et la voix de Billie Holiday.

22 h 30. FR3. **Cinéma de minuit : Café de Paris**, film d'Yves Mirande (1938), avec Jules Berry et Pierre Brasseur. L'enquête sur un assassinat dans un établissement fréquenté par un milieu peu recommandable, le tout-Paris.



Lundi 26 août

20 h 35. TF1. **Le faux coupable**, film d'Alfred Hitchcock (1956) avec Henry Fonda. Un innocent égaré dans les filets de la justice et de la police.

20 h 35. A2. **Enfin seul**, spectacle de Gérard Jugnot. Onze sketches pour une galerie de portraits de Français moyens.

20 h 35. FR3. **Regain**, film de Marcel Pagnol, avec Fernandel, d'après le roman de Jean Giono. Chronique paysanne sur un plateau de Provence.



22 h 20. TF1. **Portrait de Bruno Bettelheim**, réalisé par Daniel Karlin. Troisième émission : **Vivre à l'école orthogénique**. Le célèbre psychanalyste, spécialiste des enfants, explique les méthodes utilisées dans son école de Chicago.

Mardi 27 août

20 h 35. A2. **Paris brûle-t-il ?** film de René Clément (1967), d'après le livre de Lapierre et Collins. Le film « officiel » sur la libération de Paris en août 1944, avec sa galerie d'acteurs connus (Alain Delon en Chaban-Delmas, Michel Piccoli en Pisani, etc.).



20 h 35. FR3. **L'innocent**, le dernier film de Luchino Visconti (1976) où il décrit la désagrégation d'une famille de la haute bourgeoisie italienne à la fin du 19^e siècle.



22 h 25. TF1. **« Moi, l'Afrique »**, document en trois parties dans lequel Gilbert Massala, musicien né dans un village du Congo, nous conduit dans un voyage au sein de cinq pays de l'Afrique de l'Ouest. Après la traite des Noirs, le pillage économique continue au 19^e siècle.

Mercredi 28 août

20 h 35. TF1. **Le bateau**. Feuilleton en six épisodes qui raconte la mission d'un sous-marin allemand pendant la Deuxième Guerre mondiale, Cinquante hommes pris au piège dans une boîte d'acier. Cinquième partie.

20 h 35. FR3. **Le berger des abeilles**, téléfilm de Paul Le Chanois, d'après le roman d'Armand Lanoux. Vingt ans après la guerre de 1939-45, un homme revient dans la région de Perpignan, sur les lieux où il a vécu à son retour de captivité en attendant de rejoindre la Résistance.

Jeudi 29 août

20 h 35. A2. **L'aveu**, film de Costas-Gavras (1969), avec Yves Montand et Simone Signoret. La description de la mécanique des procès politiques des années 1950 dans les Démocraties Populaires, d'après le récit d'Arthur London.

20 h 35. FR3. **Cinéma sans visa : Amok**, réalisé par des Africains en 1982. Voyage au cœur de l'Apartheid en Afrique du Sud : un Noir, instituteur de village, rend visite à sa famille en ville et découvre la condition épouvantable faite à ses frères de couleur. Avec Myriam Makeba, la célèbre chanteuse africaine. Le film est suivi d'un débat.



22 h 00. TF1. **Racines** (un écrivain raconte son pays) : Leonardo Sciascia et la Sicile.

Vendredi 30 août

14 h 30. TF1. **Récital de Barbara à Pantin**, en 1982.

20 h 35. A2. **Marcheloup** : quatrième épisode de l'adaptation d'un roman de Maurice Genevoix, **Un homme et sa vie**. Un village de bûcherons confronté à l'apparition de l'industrie.

21 h 25. FR3. **Les années pub**, enquête sur la publicité, autour des spots réalisés pour Citroën.

21 h 35. A2. **Apostrophes : les succès de la rentrée**.

23 h 00. A2. **Ciné-été : Itinéraire bis**, film de Christian Drillaud avec Georges Wilson et Rufus. Comédie poétique. Robert rêve de s'acheter un grand camion pour aller vendre des frites...

FILMS

« Pale rider » le cavalier solitaire ... et l'enfer le suivait de, et avec Clint Eastwood

Un western qui se déroule dans le milieu des chercheurs d'or en Californie. D'un côté les bons qui tamisent la rivière à la main à la recherche du filon miracle, de l'autre les méchants qui exploitent les filons industriellement. Les méchants veulent chasser les bons et pour cela détruisent régulièrement leurs campements.

Au moment où les bons allaient se résigner à abandonner le terrain, surgit un mystérieux cavalier (Clint Eastwood bien sûr !), vêtu sévèrement à la façon d'un pasteur. D'où

vient-il ? Qui est-il ? Nul ne sait. En revanche ce que chacun peut voir, c'est qu'il joue très bien du revolver à défaut de sermons, et que les pillards ne tardent pas à en faire les frais.

Tous les ingrédients du bon western sont là : des paysages superbes, les bagarres, une pointe d'humour doublée d'un zeste fleur bleue, et une bonne ration de bons sentiments, sans oublier le combat final. Et puis les traits burinés à souhait de Clint Eastwood et ses yeux... c'est déjà l'enfer !

T.R.



Sélection cinéma dans les salles parisiennes

Films récents...

LA ROSE POURPRE DU CAIRE.
de Woody Allen.

Une jeune femme rêveuse et sensible s'évade de la vie quotidienne en vivant une idylle avec son héros de cinéma sorti de l'écran.

Gaumont-Les-Halles 1^{er} (vo). Capri 2^e. Studio de la Harpe 5^e (vo). Paramount Odéon 6^e (vo). Pagode 7^e (vo). Gaumont Champs-Élysées 8^e (vo). Paramount Opéra 9^e. 14 Juillet 11^e (vo). Escorial 13^e (vo). Gaumont Sud 14^e. Bienvenue 15^e. Gaumont Convention 15^e. 14 Juillet 15^e (vo). Mayfair 16^e (vo).

LA ROUTE DES INDES.
de David Lean.

Dans l'Inde colonisée par l'impérialisme britannique, une peinture des relations entre les colons et les intellectuels indiens.

Berlitz 2^e. Palace 5^e (vo). Gaumont Ambassade 8^e (vo).

VISAGES DE FEMMES.
de Désiré Ecaré.

Quelques portraits de femmes africaines en quête d'émancipation.

St-André-des-Arts 6^e (vo). 14 Juillet Bastille 11^e (vo).

LA FORÊT D'EMERAUDE.
de John Boorman.

Une aventure imaginaire mais passionnante au cœur de la forêt amazonienne.

Gaumont les Halles 1^{er} (vo). Rex 2^e. Bretagne 6^e (vo). Danton 6^e (vo). Marignan 8^e (vo). Publicis Elysées 8^e (vo). Français 9^e. Nation 12^e. Fauvette 13^e. Gaumont Sud 14^e. Sept Parnassiens 14^e. Gaumont Convention 15^e. Kinopanorama 15^e (vo). Clichy Pathé 18^e.

LE DERNIER DRAGON.
de Michaël Schultz.

Une parodie des films de kung-fu, pleine de drôleries.

Rex 2^e.

... et moins récents

LA DÉCHIRURE.
de Roland Joffé.

Le Cambodge de la présence américaine aux Khmers Rouges. Un film qui montre entre autres comment l'impérialisme américain a précédé avec de grands moyens les dirigeants cambodgiens dans l'horreur.

Opéra Night 2^e. Cinoches 6^e (vo).

AMADEUS.
de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart, le génie farceur et trop gai, et Antonio Salieri, le compositeur officiel sombre et jaloux. Les deux portraits sont remarquables. Et la musique merveilleuse.

Vendôme 2^e (vo). Lucernaire 6^e (vo). St-Lazare Pasquier 8^e. George V 8^e (vo). Trois Parnassiens 14^e (vo).

ANTARCTICA.
de Koreyoshi Kurahara.

Les chiens dans l'Antarctique et la lutte pour la vie. Des images splendides.

St-Ambroise 11^e. St-Lambert 15^e.

LA VIE PASSIONNÉE DE VINCENT VAN GOGH.

Une réédition du film de 1956. Avec Kirk Douglas et Anthony Quinn dans les rôles de Van Gogh et Gauguin !...

Olympic St-Germain 6^e (vo). Reflet Balzac 8^e (vo).

SOLEIL VERT.
de Richard Fleischer.

Film d'anticipation ? Une vision très pessimiste d'un monde de l'avenir.

Arcades 2^e.

PAIN, AMOUR ET FANTASIE.

de L. Comencini.

Une histoire d'amour dans un village des Abruzzes. Une comédie alerte.

Saint-André-des-Arts 6^e (vo).

L'EAU ET LES HOMMES.
de Pierre Willemin.

A voir pour une suite d'images extraordinaires qui nous laissent pantois ; la paroi interne de la « Géode » constitue un écran géant.

La Géode 19^e.

QU'EST-IL ARRIVÉ A BABY JANE ?

de Robert Aldrich.

L'histoire des rapports de haine et de passion entre deux sœurs. Un film émouvant.

Ciné Beaubourg 3^e (vo). 14 Juillet Racine 6^e (vo). Pagode 7^e (vo). Reflet Balzac 8^e (vo). 14 Juillet 11^e (vo). Escorial 13^e (vo). Olympic Entrepôt 14^e (vo). Sept Parnassiens 14^e (vo).

POUR UNE POIGNÉE DE DOLLARS.

de Sergio Leone.

Un bon western à l'italienne.

UN FAUTEUIL POUR DEUX.
de John Landis.

Un Blanc riche perd sa place de fondé de pouvoir au profit d'un Noir misérable. Des scènes désopilantes et grinçantes.

George V 8^e (vo). Montparnos 14^e.

PAIN, AMOUR ET JALOUSIE.
de L. Comencini.

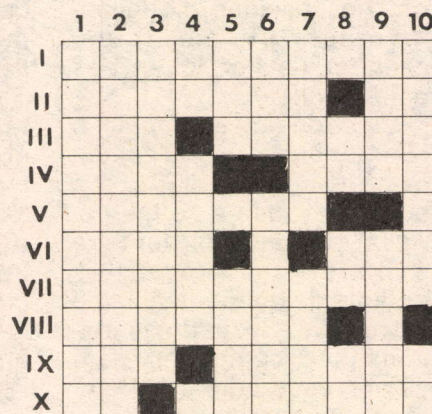
La suite des aventures toujours avec Gina Lollobrigida et Vittorio de Sica.

Reflet Médicis 5^e (vo).

MOTS CROISÉS

VERTICALEMENT. — 1. Qui ne laissent rien passer. 2. S'assaisonne au beurre noir. Mesures. 3. Digne de Lucifer. 4. Article arabe. Pour nous faire cracher le morceau. 5. Un monsieur très britannique. En Allemagne. 6. Sa répétition nous

endort. Son coup vous réveille. 7. Composée d'une longue et d'une brève. Toucher. 8. En partie fiable. Connu. 9. Pays. Bonne ou mauvaise. 10. Civilisation préhellénique. Dieu égyptien.



HORIZONTALEMENT. — I. A demeure. II. Rendit concret. S'occupe de ce qui ne les regarde pas (abréviation). III. Chasse le vampire. Réduction. IV. Donnent le ton. Assise. V. Fendue. VI. Sans couleur.

Ce qui reste après mouture. VII. Fait faire de la bile. VIII. Raflera tout. IX. Issue. Débauché. X. Chemise noire. De velours cache le fer. Eclairait les pharaons.

Le viol du RER

Tous des salauds?

Mardi 13 août, vers 18 heures, une jeune employée âgée de dix huit ans qui rentrait de son travail a été violée par deux voyous sur le quai du RER de la station Châtelet-les-Halles. Ce n'était pas cette fois l'une de ces agressions qui ont lieu à une heure creuse, dans la rame vide d'un train de banlieue ou dans les couloirs déserts du métro le week-end. C'était un jour de semaine, à l'heure où s'achève la sortie des bureaux et où les banlieusards se pressent pour rentrer chez eux.

La victime a déclaré à la police que, malgré ses appels à l'aide, personne n'avait bougé. Il y avait pourtant une centaine de voyageurs qui attendaient leur train à l'autre bout du quai.

Les allées du Forum des Halles, comme les quais du RER — le tout qui se voulait super-luxe — sont devenus le havre d'une population « underground » en effet. Des marginaux, punks ou drogués, probablement plus « m'as-tu-vu » que méchants, aux clochards hébétés ou excités par l'alcool, c'est vrai qu'on passe vite son chemin, sur-

tout quand on croit deviner la bagarre !

C'est probablement ce qui s'est passé. Personne n'a essayé de réagir ne serait-ce qu'en tentant de donner l'alarme.

La direction de la RATP a expliqué que les soixante-dix caméras de surveillance que compte la station ne pouvaient pas tout enregistrer, que d'ailleurs elles étaient prioritairement braquées sur les installations techniques. Si un viol est craint et protégé par un système de surveillance, c'est d'abord celui des distributeurs de billets.

On ne peut pas demander à un employé de rester en permanence les yeux fixés sur la batterie d'écrans a déclaré un responsable de la RATP interrogé par la télévision.

Car la RATP, qui a beaucoup investi en matériel, a aussi beaucoup supprimé d'emplois. Il n'y a plus aujourd'hui de chefs de quais, ni même, tout simplement, d'employés auxquels il est possible de demander un renseignement. Aux voyageurs qui ne connaissent pas une station de se débrouiller pour suivre les flèches, au besoin

en refaisant quatre fois le trajet dans le dédale de couloirs. Oui, il n'est pas facile aujourd'hui de trouver son chemin dans le métro, et il est encore plus difficile de s'en écarter un instant pour regarder ce qui arrive au voisin quand il est en difficulté. C'est pourtant bien là qu'est le problème.

Le P-DG de la RATP demande 100 policiers supplémentaires pour le métro. Mais, même en admettant que ces renforts ne soient pas prioritairement employés comme c'est le cas pour beaucoup de policiers et de gendarmes du métro à contrôler les papiers des travailleurs immigrés — si ce n'est à l'occasion à violer, eux aussi —, combien en faudrait-il vraiment ? Va-t-on maintenant recruter des bataillons de policiers supplémentaires pour remplacer les employés de la RATP dont les postes ont été supprimés ?

Ce qui a suscité l'émotion dans cette affaire, c'est que le viol du RER s'est produit à une heure d'affluence et que c'est l'indifférence l'individualisme, le chacun pour soi des présents et la peur qui ont assuré l'impunité aux deux violeurs. Tous



n'étaient pourtant pas des salauds. En apprenant par les médias ce qu'ils ont voulu ignorer l'autre jour, un grand nombre d'entre eux n'ont pas dû se sentir bien fier. Et c'est facile à tous les autres, qui n'étaient pas là, de s'offusquer ou de dire ou penser qu'ils auraient fait mieux.

Mais nous ne savons pas réagir collectivement. Ni les uns ni les autres. Nous ne savons pas comment nous adresser aux voisins pour venir en aide à celui qui est en difficulté. Nous comptons souvent sur d'autres. Sur les syndicats qui devraient revendiquer pour nous. Sur les partis politiques qui devraient faire de la politique pour nous. Sur le patron qui devrait gérer l'entreprise pour nous. Sur la police qui devrait nous protéger.

L'émancipation des travailleurs, pourtant, sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes... pour les grands problèmes comme pour les petits qui, parfois, sur un quai de métro, prennent un tour dramatique.

Pierre VERNANT

Contre le mâle ou contre le vrai mal ?

La presse n'en a pas fait grand-cas. Nous livrons donc la confidence : Yvette Roudy, ministre des Droits de la femme, partirait en campagne contre « le harcèlement sexuel sur le lieu du travail ». Elle soutiendra un colloque sur ce thème, présidé par Simone de Beauvoir.

On pardonnera à Simone de Beauvoir d'avoir prêté son nom. Mais l'intention d'Yvette Roudy est aussi déplacée que ridicule. Indécence même.

Ce que les employées ou ouvrières appellent prosaïquement « les mains baladeuses », ça existe dans les entreprises, oui. Les femmes connaissent. Merci. Mais elles savent généralement se défendre. Ou elles apprennent, comme bien d'autres choses.

Contre le chômage par contre, qui les touche, elles, leur mari ou leurs gosses, c'est plus dur.

Et c'est probablement là qu'elles auraient préféré voir la ministre à l'œuvre. Mais c'est plus facile de faire du « sexuel » que du social, de s'occuper de bagatelle plutôt que d'essentiel.

La classe ouvrière, la ministre ne connaît pas comme le confirme sa dernière lubie. Les seules entreprises qu'elle fréquente, ce sont le PS et le gouvernement. Les femmes y seraient traitées comme des « paillassons » dit Roudy elle-même.

D'Yvette Roudy, spécialiste de sexologie industrielle, à Huguette Bouchardeau, blanchisseuse de tous les crimes contre l'environnement, en passant par Geogina Dufoix qui fait l'aumône avec un élastique dans son porte-monnaie elles sont en effet dociles, les femmes des gouvernements socialistes !

Des paillassons... ou paillassonnes, devrait-on dire ? Mais, de toute façon, consentantes.

M.V.

L'informatique fiscale

Les bourgeois s'en fichent!

La création d'un fichier informatique des contribuables, dont on parlait depuis des années, a été annoncée pour bientôt. Le but serait, une fois de plus, de lutter contre la fraude fiscale. Un but que les gouvernants ne cessent de poursuivre, faute de vouloir l'atteindre.

A l'aide de l'électronique, on recouperait les déclarations de quelque 20 à 30 millions de contribuables, celle de leurs employeurs, leurs adresses, leurs éléments de train de vie, pour tâcher de savoir, enfin, la vérité sur chacun.

Pour les salariés, il n'y aura aucun changement, les patrons s'étant toujours chargés de déclarer au fisc leurs salaires. Ce sont les autres contribuables qui seraient visés : ceux qui ont

des résidences secondaires, siègent dans plusieurs conseils d'administration, ont des revenus d'origines diverses et multiples, cachent de l'or ici et des dollars ailleurs...

C'est que c'est complexe la propriété privée. C'est tellement pansu que ça déborde, que ça se faufile. Allez en faire l'inventaire exhaustif ! Même les enfants de bonne famille ne savent pas, à quelques millions près, ce que leur père gagne, sans compter l'héritage du côté de la mère.

Et puis c'est sacro-saint. Secret ! Liberté personnelle oblige ! Alors, pour déboucher tout cela, les fonctionnaires du fisc aux revers de vestons élimés sont dans leurs petits souliers. Les robots feront-ils mieux ! Certainement pas car,

comme auparavant, c'est sur la foi de leurs déclarations que le fisc impose ceux qui seraient le plus à même de lui rapporter de l'argent.

Tous ces gens ont pourtant des comptes en banque, au pluriel. Ils seraient d'excellents témoins de leurs revenus, si toutes les banques prétendument nationalisées, prétendument contrôlées par l'Etat, l'étaient vraiment. C'est-à-dire si une fusion de tout l'organisme bancaire était réalisée, et si la vraie centralisation empêchait les dissimulations liées aux disséminations. Mais non. Les banques possèdent l'informatique nécessaire, mais elle ne sont pas aux mains de gens qui veulent savoir.

Alors les bourgeois ne se

font probablement pas de souci avec le nouveau fichier informatique. Ils devront simplement redoubler de vigilance et avoir recours à des experts juridico-comptables compétents. De petits malins se feront peut-être pincer pour avoir « oubié » quelque revenu. Mais seuls les gagne-petit oublient une résidence secondaire dans leur déclaration. Les gros malins, eux, achètent un château historique... et sont dispensés d'impôts à ce titre, ou de gros paquets d'actions, qui leur assurent également une dispense légale.

Restent les salariés, ou les jeunes un peu marginaux, qui ne pourront plus partir sans laisser d'adresse.

Philippe NATIER